

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31641]

14 JUIN 2018. — Décret modifiant le décret sur les services de Médias Audiovisuels coordonné le 26 mars 2009

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° Fonds d'aide à la création radiophonique : Fonds budgétaire destiné à soutenir les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente, les structures d'accueil pour la création radiophonique agréées par le Gouvernement, les projets d'œuvres de création radiophonique et la transition numérique radiophonique ; » ;

2° le 20° est abrogé ;

3° il est inséré un 23°bis rédigé comme suit :

« 23°bis Œuvre de création radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) le programme est soit une œuvre de fiction radiophonique au sens de l'art 1^{er}, 24bis°, soit une œuvre documentaire radiophonique au sens de l'art 1^{er}, 25bis°, soit une œuvre musicale radiophonique au sens de l'art 1^{er}, 26bis°, soit une œuvre radiophonique d'éducation permanente au sens de l'article 1^{er}, 26ter° ;

b) le programme n'est pas un des programmes suivants :

- un reportage d'actualité ;
- une captation simple d'un spectacle vivant ; » ;

4° il est inséré un 24°bis rédigé comme suit :

« 24°bis Œuvre de fiction radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

- a) être une création de l'imagination, même s'il vise à retransmettre une réalité ;
- b) être une œuvre originale ou l'adaptation d'une œuvre existante dont la production fait appel à un scénario, et dont la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée ; » ;

5° il est inséré un 25°bis rédigé comme suit :

« 25°bis Œuvre documentaire radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

- a) présenter un élément du réel ;
- b) avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture ;
- c) permettre l'acquisition des connaissances ;
- d) le traitement du sujet doit se démarquer nettement d'un programme à vocation strictement informative ;
- e) avoir un potentiel d'intérêt durable autre qu'à titre d'archive ; » ;

6° il est inséré un 26°bis rédigé comme suit :

« 26°bis Œuvre musicale radiophonique : tout programme proposant une œuvre musicale originale conçue prioritairement pour une diffusion radiophonique ; »

7° il est inséré un 26°ter rédigé comme suit :

« 26°ter Œuvre radiophonique d'éducation permanente : tout programme radiophonique qui procède à l'analyse critique de la société, à la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, au développement de la citoyenneté active et à l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle ; ».

8° il est inséré un 34°bis rédigé comme suit :

« 34°bis Producteur musical : personne physique ou morale qui produit financièrement l'enregistrement d'une œuvre musicale et, le cas échéant, accompagne l'artiste dans le développement de sa carrière, et dont les activités et celles de la maison mère, de la succursale ou de l'agence permanente sont intégralement dédiées à une ou plusieurs activités musicales telles que la production, l'enregistrement, la distribution, la promotion, l'édition phonographique ou musicale ; » ;

9° il est inséré un 39°bis rédigé comme suit :

« 39°bis Radiofréquence : la fréquence du signal radioélectrique hertzien avec toutes ses caractéristiques techniques dont notamment les coordonnées géographiques du site d'antenne en latitude et en longitude, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées ; » ;

10° il est inséré un 39°ter rédigé comme suit :

« 39°ter Radiofréquence de réémission : la radiofréquence située à l'intérieur de la zone de service d'un émetteur et destinée à améliorer la zone de service de cet émetteur ; » ;

11° le 40° est complété comme suit :

« pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique communautaire, pluriprovinciale ou provinciale pour une diffusion en mode numérique » ;

12° le 41° est remplacé par ce qui suit :

« 41° Radio indépendante : le service sonore privé qui dispose dans son autorisation initiale d'une seule radiofréquence pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service locale pour une diffusion en mode numérique ; » ;

13° le 42° est remplacé par ce qui suit :

« 42° Radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente » : la radio indépendante qui :

- diffuse un volume minimum d'heures, de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel et de participation citoyenne, dont une partie en production propre et des œuvres de création radiophonique. Ce volume est déterminé par le Gouvernement;

- a recours principalement au bénévolat ;

- associe des bénévoles dans ses organes de gestion ;

- ne recourt pas à la publicité ou dispose de revenus publicitaires limités dont le montant maximal est déterminé par le Gouvernement ; » ;

14° dans le 43° le mot « fréquences » est remplacé par le mot « radiofréquences » ;

15° le 61° est remplacé par ce qui suit :

« 61° Zone de service : la zone géographique dans laquelle le champ utile de l'émetteur ou du groupe d'émetteurs monofréquence est égal ou supérieur au champ utilisable, défini pour des conditions de réception précises et pour un pourcentage prévu d'emplacements de réception couverts. Il s'agit donc de la zone géographique effectivement couverte par un émetteur ou un groupe d'émetteurs ; » ;

16° il est rédigé un 62° rédigé comme suit :

« 62° Zone de service théorique : la zone géographique que le Gouvernement détermine comme objectif de couverture d'un service de média audiovisuel diffusé par voie hertzienne terrestre. ».

Art. 2. L'article 6, § 2, du même décret est complété par ce qui suit :

« 4° dans le respect du secret des affaires, les conventions de contrôle conclues par la société avec un ou des actionnaires, les pactes d'actionnaires, les procès-verbaux des Assemblées générales ou tout autre document que le Collège d'autorisation et de contrôle juge pertinent. ».

Art. 3. A l'article 7 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « directement ou indirectement » sont supprimés ;

b) les mots « un actionnaire commun » sont remplacés par « une même personne physique ou morale » ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Par offre pluraliste, il faut entendre une offre médiatique à travers une pluralité de médias et/ou de services reflétant la diversité la plus large possible de courants d'expression socio-culturels, d'opinions et d'idées. » ;

3° le paragraphe 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle constate l'exercice d'une position significative notamment :

1° lorsque l'audience cumulée de plusieurs éditeurs de services télévisuels contrôlés par une même personne physique ou morale atteint 20 % de l'audience totale des éditeurs de services télévisuels de la Communauté française;

2° lorsque l'audience potentielle cumulée de plusieurs éditeurs de services sonores en mode hertzien analogique contrôlés par une même personne physique ou morale atteint 20 % de la totalité de l'audience potentielle cumulée des éditeurs de services sonores en mode hertzien analogique de la Communauté française ;

3° lorsque l'audience potentielle cumulée de plusieurs éditeurs de services sonores en mode hertzien numérique contrôlés par une même personne physique ou morale atteint 20 % de la totalité de l'audience potentielle cumulée des éditeurs de services sonores en mode hertzien numérique de la Communauté française.

L'audience potentielle cumulée est définie comme étant la somme des populations recensées sur le territoire de la Communauté française, défini comme regroupant les territoires de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles Capitale élargie aux communes limitrophes, étant entendu que ces populations sont desservies par une ou plusieurs des radiofréquences, agrégées en réseaux ou non, constituant le plan de radiofréquences de référence de la Communauté française. » ;

4° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le calcul de l'audience potentielle cumulée visée aux 2° et 3° est effectué sur la base des paramètres techniques suivants :

- Seuil de réception minimum (dBuV/m à 10 m/sol) : 60

- Modèle de propagation : ITU-R P 1546

- Définition de la zone de couverture: Couvert si : niveau de champ reçu > seuil de réception

- Brouilleurs : aucun

- Données démographiques : Publication la plus récente de la population par secteur statistique (Statbel) »

5° le paragraphe 3 devient le paragraphe 4 et est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Si au terme d'une évaluation contradictoire, le Collège d'autorisation et de contrôle constate une atteinte à la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste, il notifie ses griefs à la ou aux personnes morales concernées et engage avec elles une concertation afin de convenir de mesures permettant le respect du pluralisme de l'offre. » ;

6° les paragraphes 4 et 5 deviennent les paragraphes 5 et 6 ;

7° au nouveau paragraphe 6, les mots « peut consulter le Service ou le Conseil de la Concurrence » sont remplacés par « veille à consulter l'Autorité belge de la concurrence ou ses services ».

8° il est ajouté un paragraphe 7, libellé comme suit :

« § 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle procède régulièrement, et au moins tous les deux ans, à l'évaluation du pluralisme. ».

Art. 4. Dans l'article 13 du même décret, les mots « moral ou physique aux mineurs et doit, de ce fait, » sont remplacés par les mots « physique, mental ou moral aux mineurs et doit notamment dans ce cadre ».

Art. 5. A l'article 36 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, 1°, les mots « dont le capital est représenté exclusivement par des actions nominatives » sont abrogés ;

2° dans le § 2, 1^{er} alinéa, les mots « visées à l'article 52 » sont abrogés ;

3° dans le § 2, 2^{ème} alinéa, première phrase, les mots « sur plateforme de distribution fermée » sont insérés entre le mot « sonores » et les mots « visés à l'article 59 » ;

4° dans le § 2, 2^{ème} alinéa, la deuxième phrase est abrogée ;

5° dans le § 2, 2^{ème} alinéa, la troisième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Toutefois, les radios indépendantes et les éditeurs de services sonores sur plateforme de distribution fermée visés à l'article 59 doivent être constitués en personne morale. ».

Art. 6. Dans l'article 37, 2^{ème} alinéa, du même décret, les mots « visées à l'article 52 » sont abrogés.

Art. 7. Dans le Titre III, Chapitre IV, du même décret, dans l'intitulé de la Section première, le mot « analogique » est abrogé.

Art. 8. A l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1^{er} alinéa, les mots « d'éditeurs » et « analogique » sont abrogés ;

2° dans le 2^{ème} alinéa, le mot « attribuées » est remplacé par les mots « assignées ou pour lesquelles il a reçu un droit d'usage » ;

3° dans la dernière phrase, les mots « selon la procédure visée aux articles 103 à 109 » sont remplacés par « et les droits d'usage sont délivrés selon les procédures visées aux articles 103 à 113 ».

Art. 9. A l'article 53 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, la phrase est complétée comme suit : « pour le mode analogique et à l'article 111 pour le mode numérique » ;

2° la première phrase du § 2 est remplacée par ce qui suit : « Sans préjudice des dispositions énoncées aux articles 105 et 111, le cahier des charges des éditeurs de services sonores prévoit, outre les obligations visées à l'article 36, les obligations applicables à un service sonore suivantes : » ;

3° dans le § 2, les mots « 1° en ce qui concerne le contenu du service sonore : » sont abrogés ;

4° dans le § 2, 1°, le b) est complété comme suit : « ou en application de l'article 56bis » ;

5° dans le § 2, 1°, d), les mots « au moins 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « au moins 6%, dont 4,5 % entre 6h et 22h, d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale » ;

6° dans le § 2, le 2° est abrogé ;

7° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le cahier des charges précise les obligations, notamment celles visées au § 2, pour lesquelles un engagement du demandeur est nécessaire. ».

Art. 10. A l'article 54 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, 1^{er} alinéa, les mots « à l'article 105 » sont remplacés par les mots « à l'article 105 ou 111 » ;

2° dans le § 1^{er}, 2^{ème} alinéa, la première phrase est complétée, in fine, comme suit : « en mode analogique ou l'usage en mode numérique » ;

3° Le § 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'appel d'offre comprend plusieurs réseaux de radiofréquences ayant une même zone de service théorique, le demandeur qui se porte candidat à un réseau de ce type doit, dans sa demande, classer par ordre de préférence au moins deux de ces réseaux. Il motive ce classement. ».

4° dans le § 2, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° le cas échéant, de la liste des exploitants ou candidats exploitants du réseau à laquelle sont jointes les conditions essentielles des contrats d'exploitation conclus ou à conclure avec ceux-ci. » ;

5° le § 2 est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° le cas échéant, pour le mode numérique, les modalités de commercialisation du service sonore, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel. »

6° le § 3 est complété par des 7°, 8°, 9° rédigés comme suit :

« 7° le cas échéant, de la demande de disposer du statut de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente, en explicitant clairement en quoi sa programmation et son organisation répondent aux critères de l'article 1^{er}, 42° ;

8° le cas échéant, pour le mode numérique, les modalités de commercialisation du service sonore, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel ;

9° le cas échéant, de la demande conjointe de mutualiser la production propre et d'échanger des programmes entre plusieurs radios indépendantes, en explicitant clairement la pertinence de développer des synergies entre ces radios. ».

7) le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le demandeur expose en outre de manière précise la manière dont il s'engage à répondre aux obligations reprises au cahier des charges de l'appel d'offre en application de l'article 53, § 3. ».

Art. 11. L'article 55 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55. § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les demandes et accorde les autorisations en assignant, pour le mode analogique, la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences et en délivrant, pour le mode numérique, le droit d'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences dans les quatre mois de la date de clôture de l'appel d'offre.

Il veille à cet effet à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents formats de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information.

Il apprécie les demandes au regard des éléments suivants :

- 1° la manière dont les demandeurs s'engagent à répondre aux obligations visées à l'article 53, § 2 ;
- 2° la pertinence des plans financiers visés à l'article 54, §§ 2 et 3 ;
- 3° originalité et la singularité de chaque demande ;
- 4° l'importance de la production décentralisée en Communauté française ;
- 5° l'expérience acquise dans le domaine de la radiophonie par les demandeurs ;
- 6° les éventuelles modalités de commercialisation du service sonore.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut reconnaître une radio indépendante autorisée en tant que radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente qui répond aux critères définis à l'article 1^{er}, 42°.

Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue annuellement le respect de ces critères. Il peut retirer la reconnaissance si la radio indépendante ne satisfait plus à ceux-ci.

Lorsque que le Collège d'autorisation et de contrôle reçoit plus de demandes de reconnaissance que de places disponibles compte tenu du budget visé à l'article 166, alinéa 4, il reconnaît les radios indépendantes présentant les engagements les plus importants en volume d'heures de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel, de participation citoyenne et de diffusion d'œuvres de création radiophonique ; le volume d'heures en production propre constituant un avantage. Il peut aussi prendre en considération l'objectif d'équilibre dans la répartition géographique des radios indépendantes reconnues.

S'il reste des places disponibles, toute radio indépendante autorisée peut introduire en cours d'autorisation, une demande de reconnaissance en tant que radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente auprès du Collège d'autorisation et de contrôle en fournissant les éléments visés à l'article 54, § 3, 7°.

§ 3. Les autorisations sont incessibles. La durée d'une autorisation est de 9 ans, renouvelable conformément à la procédure d'autorisation visée dans la présente section.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une autorisation est attribuée à la suite d'un appel d'offre non global, cette autorisation arrive à échéance de plein droit la veille du jour où les autorisations sont attribuées dans le cadre d'un nouvel appel d'offre global. Un appel d'offre est considéré comme global lorsque celui-ci comporte au moins 75 % des radiofréquences déjà attribuées dans le mode concerné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'aucune nouvelle autorisation n'a été délivrée en vertu d'un appel d'offre global au terme des 9 ans d'autorisation, l'autorisation accordée est prolongée jusqu'à la veille du jour où de nouvelles autorisations sont accordées dans le cadre d'un appel d'offre global. La prolongation des autorisations ne peut pas excéder 3 années à dater de l'expiration de celles-ci. ».

Art. 12. A l'article 56 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 2^{ème} alinéa, les mots « d'un droit d'usage de radiofréquences ou » sont insérés entre le mot « disposent » et les mots « de radiofréquences » ;

2° le 6^{ème} alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'il est saisi d'une demande de fusion de radios, le Collège d'autorisation et de contrôle lance, dans le mois, une consultation publique sur la demande de fusion. Toute radio indépendante ou en réseau autorisée ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer, dans le mois, au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier de ne pas autoriser la fusion. ».

Art. 13. Un article 56 bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 56bis. Par dérogation à l'article 53, § 2, b), le Collège d'autorisation et de contrôle peut, en veillant à garantir une diversité du paysage radiophonique, autoriser des radios indépendantes à mutualiser leur production propre et à échanger des programmes produits en propre, ceux-ci pouvant être comptabilisés au même titre par chacune des radios. ».

Art. 14. L'article 57 du même décret est abrogé.

Art. 15. A l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, 4°, il est ajouté in fine les mots « ou pour laquelle un droit d'usage est délivré avec, le cas échéant, sa capacité en kbps » ;

2° dans le § 1^{er}, les 8°, 9° et 10° sont abrogés ;

3° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Au titre d'autorisation est annexée une fiche descriptive du service sonore. Sur la base du dossier de candidature, celle-ci mentionne :

1° la manière dont l'éditeur entend répondre à son obligation de veiller à la promotion culturelle conformément à l'article 53, § 2, a), en identifiant les types de programmes concernés, leur durée et leur fréquence de diffusion ;

2° les engagements en pourcentage pris conformément à l'article 53, § 2, b) à d) ;

3° le cas échéant, un ou plusieurs autres engagement(s) ou spécificité(s) du service figurant dans le dossier de candidature, évalué positivement par le Collège d'autorisation et de contrôle et éventuellement considéré comme un avantage par rapport aux autres candidats au moment de l'évaluation de sa demande et de sa sélection.

Lorsque le titulaire de l'autorisation souhaite modifier un ou plusieurs éléments de cette fiche, il en fait la demande auprès du Collège d'autorisation et de contrôle. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser des modifications à la condition que la révision d'engagements ne remette pas fondamentalement en cause les motifs

originaux de l'autorisation et ne crée pas a posteriori une rupture d'égalité de traitement entre les candidats mis en concurrence au moment de la procédure d'attribution des autorisations. Pour toute demande, le Collège d'autorisation et de contrôle examine la demande et statue au regard des critères cumulatifs suivants :

- a) le respect de l'identité originelle du service sonore du demandeur ;
 - b) l'impact des modifications sur les éléments appréciés par le Collège au moment de l'attribution de l'autorisation ;
 - c) l'impact sur l'équilibre du paysage radiophonique qui doit être préservé ;
 - d) le contexte interne à l'éditeur de service qui doit justifier positivement la révision des engagements et non constituer une simple régression ;
 - e) si la demande de modification vise à obtenir une modification des engagements visés au 2°, l'intensité de la contribution du service sonore à la diversité culturelle et linguistique qui doit être conservée. » ;
- 4° dans le § 3, le mot « technique » est remplacé par le mot « descriptive » ;
- 5° le § 3bis est complété par les mots « autres que ceux mentionnés dans la fiche descriptive » ;
- 6° dans le § 4, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° un rapport d'activités de l'année écoulée. Ce rapport comprend notamment les éléments, dont les listes de diffusion d'œuvres musicales, permettant de vérifier le respect des obligations décrétales et du cahier des charges de l'appel d'offre ainsi que des engagements inscrits dans la fiche descriptive du service sonore. Par dérogation, les radios indépendantes sont tenues de remettre le rapport d'activités de l'année écoulée au cours des trois premières années et ensuite tous les deux ans. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut faire des vérifications ponctuelles lors des périodes non couvertes par la remise du rapport ; ».

Art. 16. Dans le Titre III, Chapitre IV, dans l'intitulé de la Section II du même décret, le mot « analogique » est abrogé.

Art. 17. A l'article 59 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, le dernier alinéa est abrogé ;
- 2° dans le § 2, le 5° est complété par les mots suivants :
« , ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées » ;
- 3° dans le § 2, 6°, les mots « la nature et » sont abrogés.

Art. 18. A l'article 61 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le 1°, les mots « de service » sont remplacés par les mots « de diffusion » ;
- 2° dans le 4°, les mots « au moins 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale » sont remplacés par les mots « au moins 6 %, dont 4,5 % entre 6h et 22h, d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale » ;
- 3° le 5° est abrogé.

Art. 19. A l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les §§ 1 et 2 sont remplacés par ce qui suit :
« § 1^{er}. En dérogation aux articles 35 à 37 et 52 à 58 et après avis du Conseil supérieur de l'éducation aux médias, les établissements d'enseignement fondamental, les établissements d'enseignement secondaire ainsi que les hautes écoles qui disposent d'une section axée sur la communication ou la formation pédagogique, organisés ou subventionnés par la Communauté française, peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio d'école diffusée par voie hertzienne terrestre.

L'établissement introduit auprès du Secrétaire général de la Communauté française une demande comprenant la description du projet éducatif ainsi que le lieu d'émission souhaité.

L'autorisation est attribuée pour une période de quatre années scolaires au plus.

L'autorisation est renouvelable au profit du même titulaire. La demande de renouvellement doit être introduite au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation.

En dérogation aux articles 103 et 110, le Gouvernement assigne une radiofréquence à l'établissement autorisé à organiser une radio d'école. L'assignation de la radiofréquence à une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française est subordonnée à son utilisation partagée avec au moins un établissement d'enseignement fondamental ou secondaire.

La radiofréquence assignée possède les caractéristiques suivantes :

- 1° la puissance apparente rayonnée est de maximum 30 watts ;
- 2° la hauteur de l'antenne ne peut dépasser 15 mètres, sauf dérogation accordée par le Gouvernement et pour autant que la puissance apparente rayonnée soit réduite de manière à garantir une zone de service analogue ;
- 3° la durée des émissions ne peut excéder 8 heures par jour.

Un établissement ne peut être autorisé à organiser une radio d'école que dans la mesure où l'émission n'entraîne aucune perturbation pour d'autres services sonores.

En dérogation à l'article 110, le Gouvernement peut également octroyer un droit d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences destiné aux radios indépendantes.

Les radios d'écoles visées au présent paragraphe sont exemptées du paiement de la redevance annuelle visée à l'article 100, § 2.

§ 2. En dérogation aux articles 35 à 37 et 59 à 62, les établissements d'enseignement fondamental, les établissements d'enseignement secondaire ainsi que les hautes écoles qui disposent d'une section axée sur la communication ou la formation pédagogique, organisés ou subventionnés par la Communauté française, doivent effectuer une déclaration préalable introduite auprès du Gouvernement s'ils entendent éditer une radio d'école diffusée par d'autres moyens qu'une radiofréquence visée au § 1^{er}.

La déclaration comporte les coordonnées de l'établissement d'enseignement et la description du projet éducatif. » ;

2° dans le § 3, les mots « publicité, au parrainage et au téléachat » sont remplacés par les mots « communication commerciale, à l'exception de l'autopromotion ».

Art. 20. A l'article 67, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 2°, les mots « ou de son renouvellement, » sont supprimés ;

2° le 2° est complété par une phrase rédigée comme suit :

« Ce plan financier n'est pas exigé en cas de demande de renouvellement d'autorisation ; » ;

3° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° assurer dans sa programmation un nombre minimal d'heures de production propre, en moyenne hebdomadaire calculée par année civile et hors rediffusion, tel que fixé dans la convention visée à l'article 65 ; » ;

4° le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application du 6°, une coproduction assurée par une télévision locale, à l'exception des programmes de radio filmée, est assimilée à de la production propre proportionnellement au budget réellement engagé par celle-ci. ».

Art. 21. Dans l'article 70 du même décret, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les télévisions locales veillent à développer entre elles et avec la RTBF des synergies.

Les synergies réalisables avec la RTBF peuvent être déterminées dans une convention conclue entre l'ensemble des télévisions locales et la RTBF et le Gouvernement ou entre une ou plusieurs télévisions locales et la RTBF.

Dans son rapport d'activités annuel, la télévision locale présente, pour ce qui la concerne, un bilan de l'application de toute convention visée à l'alinéa 2. ».

A l'article 71, le § 5 est modifié comme suit :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de la proportionnelle, il est tenu compte, pour les listes qui ne se présentent pas sous le signe d'un groupe politique reconnu au Parlement de la Communauté française, des déclarations individuelles d'appartenance ou de regroupement à une autre liste démocratique pour autant que celles-ci soient transmises à la télévision locale concernée avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales. »

2° à l'alinéa 3, les mots « au plus tard le jour de la première réunion du conseil communal qui fait suite aux élections » sont supprimés.

Art. 22. Dans l'article 71, § 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « deuxième alinéa » sont remplacés par les mots « dernier alinéa ».

Art. 23. L'article 79 du même décret est abrogé.

Art. 24. A l'article 82, § 1^{er}, un nouvel alinéa est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, après avis du Collège d'avis, sous quelle définition ou format numérique les services télévisuels doivent être positionnés en priorité dans la numérotation de l'offre. ».

Art. 25. A l'article 83, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° de l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les services de la RTBF désignés par le Gouvernement dont deux au moins doivent être alignés par défaut sur les deux premières positions de l'offre de base des distributeurs de services et un troisième service de la RTBF désigné par le Gouvernement doit être positionné par défaut parmi les neuf premières positions de l'offre de base des distributeurs de services ; » ;

2° le 2° de l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le service de télévision locale dans sa zone de couverture qui doit être positionné par défaut parmi les quinze premières positions de l'offre de base des distributeurs de services ; ».

3° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Sauf dérogation accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle motivée par des obligations contractuelles existantes, les distributeurs de services disposent d'un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur des 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} pour mettre en œuvre les obligations de positionnement des services visés. ».

Art. 26. Dans l'article 85 du même décret, le 1^{er} alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les opérateurs de réseaux visés à l'article 118, §§ 4 à 7, sont considérés comme des distributeurs de services, à l'exception des services dont la distribution est prise en charge par l'éditeur de ces services ou par une société tierce qu'il a désignée. ».

Art. 27. Dans l'article 86 du même décret, les mots « sauf si les éditeurs de services regroupés sur un même réseau numérique en décident autrement et désignent conjointement une société distincte de l'opérateur de réseau » sont remplacés par les mots « à l'exception des services dont la distribution est prise en charge par l'éditeur de ces services ou par une société tierce qu'il a désignée ».

Art. 28. A l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le deuxième alinéa est abrogé ;

2° entre le troisième et le dernier alinéa, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle consulte l'Autorité belge de la concurrence ou ses services. Il fixe le délai dans lequel l'Autorité peut émettre son avis ; ce délai devant être raisonnable. ».

Art. 29. A l'article 96bis, alinéa 1^{er}, première phrase, du même décret, entre les mots « obligations visées au présent chapitre, » et les mots « le Collège d'autorisation et de contrôle prend », sont insérés les mots :

« ou entre ces entreprises et d'autres entreprises bénéficiant de ces obligations, ».

Art. 30. Dans l'article 99, alinéa 1^{er}, du même décret, la phrase « Chaque liste comprend pour chaque radiofréquence les coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées » est abrogée.

Art. 31. L'article 100 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 100. § 1^{er}. Selon les cas, le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'usage et assigne les radiofréquences selon la liste arrêtée par le Gouvernement.

L'assignation de la radiofréquence fait l'objet d'une autorisation délivrée pour une durée de neuf ans et emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes. L'autorisation est incessible.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas d'assignation de radiofréquences pour la diffusion de services sonores privés, l'échéance de cette autorisation correspond à l'échéance des autorisations du ou des services sonores que l'opérateur de réseau diffuse.

Toute autorisation est automatiquement frappée de caducité si la radiofréquence n'a pas été utilisée pendant une durée de six mois consécutifs.

Par dérogation au premier alinéa, le Collège d'autorisation et de contrôle peut assigner des radiofréquences à titre provisoire à des personnes physiques ou morales, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement. Seules les radiofréquences examinées et proposées par les services du Gouvernement peuvent être assignées. Les radiofréquences ne peuvent être assignées qu'à des fins de couverture, par un service spécifique, d'un événement à caractère culturel, sportif, scientifique ou d'intérêt général. L'acte d'assignation comporte les caractéristiques techniques d'utilisation de la radiofréquence, l'objet pour lequel la radiofréquence est assignée à titre provisoire ainsi que la durée maximale d'utilisation de la radiofréquence qui ne peut en aucun cas dépasser neuf mois.

§ 2. En rémunération de la concession par la Communauté française de l'usage de ses radiofréquences et des services liés à la gestion de cet usage, une redevance annuelle peut être perçue par le Gouvernement auprès de chaque opérateur de réseau. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance qui doit avoir un caractère indemnitaire de sorte qu'un rapport raisonnable doit exister entre la valeur du service fourni et le montant de celle-ci.

§ 3. L'opérateur de réseau doit garantir la conformité de ses installations techniques avec les caractéristiques techniques des radiofréquences qui lui sont assignées.

Lorsque l'opérateur de réseau reçoit son autorisation, il complète une fiche technique qui mentionne les éléments suivants :

1° la puissance à la sortie du ou des appareils émetteurs ;

2° le type et les caractéristiques de la ou des antennes, en ce compris l'orientation, le gain, le diagramme directionnel ainsi que le détail de sa composition (nombre et nature des éléments) ;

3° le type et la longueur du câble utilisé ;

4° le type de tout équipement inséré entre l'émetteur et l'antenne ;

5° la perte de puissance globale dans le système d'alimentation de l'antenne ;

6° le code PI (Program Identification) utilisé.

La fiche technique est transmise au Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification du respect des caractéristiques de l'autorisation. Au besoin, le Collège d'autorisation et de contrôle impose des modifications aux éléments mentionnés dans la fiche technique.

Lorsque l'opérateur de réseau souhaite modifier un ou des éléments de la fiche technique, il en informe préalablement le Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification.

Le CSA transmet une copie de la fiche technique au Ministre ayant les médias dans ses attributions ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

Art. 32. L'article 101 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 101. Tout changement, en ce compris un échange de radiofréquences, ou toute modification de radiofréquence doit être autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle.

Lorsqu'il est saisi d'une demande en ce sens et après vérification de la compatibilité technique de cette demande par les services du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une consultation publique sur la demande. Tout opérateur de réseau autorisé ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer, dans le mois, au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier le refus de la demande.

En cas de décision positive du Collège d'autorisation et de contrôle, le titre d'autorisation est adapté. ».

Art. 33. A l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les mots « Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une puissance apparente rayonnée inférieure ou une hauteur d'antenne inférieure aux limites indiquées lors de l'assignation de la radiofréquence, chaque fois qu'il convient : » sont remplacés par les mots « A la demande du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle peut changer ou modifier une radiofréquence assignée chaque fois qu'il convient : » ;

2° dans le § 1^{er}, 2°, les mots « au sein de la Communauté française » sont abrogés.

Art. 34. L'article 104 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 104. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode analogique conformément à l'article 99, le Gouvernement arrête :

1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes ;

2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent. ».

Art. 35. L'article 105 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. Le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes et aux radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 104 ;

2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau tel qu'établis en vertu de l'article 53 ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 100, § 2. A défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;

5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 55.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 54, §§ 2 à 4 lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appel d'offre pour le même service sonore. ».

Art. 36. A l'article 106 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 2^{ème} alinéa, le mot « compléter » est remplacé par le mot « améliorer » ;

2° les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas sont remplacés par ce qui suit :

« Lorsqu'il identifie de nouvelles disponibilités de radiofréquences, le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 104 afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences. ».

Art. 37. Les articles 107 à 109 du même décret sont abrogés.

Art. 38. Dans le même décret, il est inséré un article 110^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 110^{bis}. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement arrête :

1° la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes avec la répartition des capacités en kbps ;

2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent avec la répartition des capacités en kbps. ».

Art. 39. L'article 111 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 111. Le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes et par les radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 110^{bis} ;

2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau, tel qu'établis en vertu de l'article 53 ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 100, § 2. A défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;

5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 55.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 54, §§ 2 à 4 lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appels d'offre pour le même service sonore. ».

Art. 40. L'article 112 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, est abrogé.

Art. 41. L'article 113 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 113. § 1^{er}. L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 54 et 55.

Le Collège d'autorisation et de contrôle délivre un droit d'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences à chaque radio indépendante et à chaque radio en réseau. Il peut améliorer la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 110^{bis} afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

§ 2. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer conjointement, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services sonores concernés.

§ 3. A défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services, le Gouvernement peut lancer un appel d'offre pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offre est publié au *Moniteur belge* et comprend les éléments suivants :

1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquences assignables pouvant être utilisées pour la transmission de données ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 100, § 2. A défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offre ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

§ 4. Les candidatures à l'appel d'offre visé au paragraphe précédent sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre. Elles comportent les éléments suivants :

1° la forme juridique du candidat, ainsi que, le cas échéant, la composition de son capital et de ses organes dirigeants ;

2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social ;

3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel ;

4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans ;

5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques ;

2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 6. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux §§ 2 à 5 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

1° l'identité du titulaire;

2° l'adresse du siège social du titulaire ;

3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

4° les éventuelles capacités pour la transmission de données ;

5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 53 à 55.

§ 8. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 9. Par dérogation à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux § 1^{er} et § 7 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visé à l'article 58, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 10. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au Ministre ayant les médias dans ses attributions ainsi qu'au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

Art. 42. Dans le Titre VI, Chapitre III, Section première du même décret, il est inséré avant l'article 114 une sous-section *IIIbis* intitulée :

« Sous-section *IIIbis* – Les services sonores privés en mode analogique et en mode numérique. ».

Art. 43. Dans le Titre VI, chapitre III, Section première, Sous-section *IIIbis* nouvellement créée du même décret, il est inséré un article *113bis* rédigé comme suit :

« Art. *113bis*. Le Gouvernement peut coupler, dans une procédure commune, l'assignation de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode analogique et la délivrance d'un droit d'usage de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode numérique.

Dans ce cas, le Gouvernement publie un appel d'offre qui rassemble les éléments visés aux articles 105 et 111 afin de permettre l'attribution à un même service sonore de radiofréquences pour une diffusion en mode analogique et pour une diffusion en mode numérique. ».

Art. 44. Dans le même décret, il est inséré un article *115bis* rédigé comme suit :

« Art. *115bis*. Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services télévisuels en mode numérique conformément à l'article 99, le Gouvernement arrête, pour chaque catégorie visée à l'article 115, le nombre de services télévisuels, leurs zones de service théoriques et la ou les radiofréquences utilisables qui les composent avec la répartition des capacités en kbps. ».

Art. 45. L'article 116 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 116. Le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences utilisables par les services télévisuels conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article *115bis* ;

2° le montant de la redevance visée à l'article 100, § 2. A défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre ;

3° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;

4° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 118, § 1^{er}.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle. ».

Art. 46. Dans l'article 117 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre.

Le demandeur précise la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'usage. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

1° s'il s'agit d'un candidat qui n'est pas encore déclaré en application de la section première du chapitre III du titre III, toutes les données visées à l'article 38, § 2, à l'exception des 8° et 9° ;

2° s'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré ou le cas échéant, d'une télévision locale déjà autorisée, dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, les données 1° et 5° visées à l'article 38, § 2 ;

3° s'il s'agit d'un éditeur de services disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un Etat membre de l'Union européenne dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, toutes les données visées à l'article 38, § 2, à l'exception des 8° et 9°, ainsi qu'une copie de la ou des autorisations correspondantes ou de tout acte analogue;

4° le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel ;

5° les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services télévisuels avec d'autres services télévisuels édités par des tiers. ».

Art. 47. A l'article 118 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas d'appels d'offre proposant une radiofréquence ou un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique pluriprovinciale ou provinciale, il veille à ce que toute télévision locale ayant introduit une candidature pour la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels dispose d'une capacité sur la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique couvrant la zone de couverture de la télévision locale, afin qu'elle puisse exercer sa mission de service public conformément à l'article 65.

Le titre d'autorisation mentionne :

1° la dénomination du service télévisuel ;

2° l'identité du titulaire ;

3° l'adresse du siège social du titulaire ;

4° la ou les radiofréquences pour laquelle un droit d'usage est délivré avec sa capacité en kbps;

5° la date de prise de cours de l'autorisation. » ;

2° dans le § 2, les mots « ou d'un réseau de radiofréquences » sont insérés entre les mots « d'usage d'une radiofréquence » et les mots « sont délivrées » ;

3° les §§ 3 à 7 sont remplacés par ce qui suit :

« § 3. Les autorisations d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences sont incessibles. La durée d'une autorisation est de maximum neuf ans. Pour les télévisions locales et les éditeurs visés au § 2, elle est limitée à la durée de l'autorisation d'éditer le service télévisuel en question sans préjudice du renouvellement éventuel de cette autorisation conformément à la réglementation en vigueur.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 115 bis afin de compléter la zone de service théorique d'un service télévisuel par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

Si l'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquence venait à être libéré du fait d'un terme d'une autorisation, d'un arrêt d'activité ou d'une faillite, le Gouvernement lance un nouvel appel d'offre pour la capacité libérée dans les formes et selon les conditions prévues aux articles 116 à 118, § 1^{er}. Dans ce cas, l'autorisation d'usage octroyée arrive à échéance à la date d'échéance de l'autorisation qui avait été antérieurement attribuée pour cette capacité.

§ 4. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer conjointement, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services télévisuels concernés.

§ 5. A défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services, le Gouvernement peut lancer un appel d'offre pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offre est publié au *Moniteur belge* et comprend les éléments suivants :

1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;

2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquences assignables pouvant être utilisées pour la transmission de données ;

3° le montant de la redevance visée à l'article 100, § 2. A défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offre ;

4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites ;

5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément au § 7.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 6. Les candidatures à l'appel d'offre visé au paragraphe précédent sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants ;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social ;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel ;
- 4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans ;
- 5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques ;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 8. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 9. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux §§ 4 à 7 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° l'identité du titulaire;
- 2° l'adresse du siège social du titulaire;
- 3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives ;
- 4° les éventuelles capacités pour la transmission de données ;
- 5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 116 à 118.

§ 10. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 11. En dérogation à l'article 100, § 1^{er} alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux § 1^{er} et § 9 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visée au § 1^{er}, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 12. Le CSA transmet une copie certifiée conforme des titres d'autorisation visés au § 1^{er} et § 9 au Ministre ayant les médias dans ses attributions ainsi qu'au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. ».

Art. 48. Dans l'article 121, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les mots « en précisant pour chaque radiofréquences les coordonnées géographiques, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées » sont abrogés.

Art. 49. Dans l'article 134 du même décret, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 50. L'article 135 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 135. § 1^{er}. Le Collège d'avis a pour mission de :

- 1° formuler des recommandations à destination des éditeurs de services, des distributeurs de services et des opérateurs de réseau en vue d'uniformiser et de renforcer leurs bonnes pratiques ;
- 2° rédiger et tenir à jour des règlements portant sur la communication commerciale, sur le respect de la dignité humaine, sur la protection des mineurs, sur l'accessibilité des programmes aux personnes à déficience sensorielle, sur la diffusion de brefs extraits d'événements publics et sur l'information politique en périodes électorales. Ces règlements sont transmis au Gouvernement pour approbation afin d'avoir force obligatoire ;
- 3° rendre des avis sur toute question relative à l'audiovisuel, en ce compris la protection des mineurs et la communication commerciale, à l'exception des questions relevant de la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle ;
- 4° rendre un avis sur les modifications décrétales et réglementaires que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel, ainsi que du droit européen et international.

Les recommandations et avis visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4° sont formulés soit d'initiative à la demande conjointe d'au moins un tiers des membres du Collège d'avis, exception faite des membres du bureau, soit à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle, soit à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française.

§ 2. Lorsque les avis sont demandés par le Parlement de la Communauté française, le Gouvernement ou le Collège d'autorisation et de contrôle, le Collège d'avis les rend dans un délai maximum de quatre mois à compter de la date d'envoi de la demande. Le Parlement de la Communauté française, le Gouvernement ou le Collège d'autorisation et de contrôle peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans les six semaines.

§ 3. Avant d'adopter une recommandation, un avis ou un règlement, le Collège d'avis est tenu de consulter les parties et secteurs susceptibles d'être intéressés par le sujet traité, telles que les sociétés et organisations relevant des catégories visées à l'article 138, § 2 qui ne sont pas représentées au sein du Collège d'avis. Au besoin, il peut décider d'entendre des parties ayant répondu à la consultation.

Sauf demande contraire expresse de la partie répondante qui en est avertie préalablement, les réponses à la consultation sont rendues publiques sur le site Internet du CSA.

L'alinéa 1^{er} n'est pas d'application lorsqu'un avis est demandé selon la procédure d'urgence visée au § 2.

§ 4. Les recommandations et règlements émis par le Collège d'avis peuvent être soumis à évaluation à l'initiative du bureau visé à l'article 140 ou du Gouvernement. Dans ce cas, le bureau charge les éditeurs de services, les distributeurs de services et les opérateurs de réseau concernés par les recommandations de lui remettre chacun, dans le délai qu'il fixe, un rapport sur la manière dont ils ont mis en œuvre et fait respecter la recommandation. L'évaluation est ensuite effectuée par le Collège d'avis sur la base d'un rapport réalisé par le bureau.

§ 5. Le Collège d'avis publie annuellement un rapport d'activités. Ce rapport comprend notamment :

- 1° Un compte rendu des travaux du Collège ;
- 2° Les rapports et évaluations visés au § 4.

Le rapport d'activités est communiqué au Parlement de la Communauté française et au Gouvernement. ».

Art. 51. A l'article 136 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, il est inséré un 2°*bis* rédigé comme suit :

« 2°*bis* de reconnaître les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente ; » ;

2° il est inséré un § 8 rédigé comme suit :

« § 8. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie annuellement un rapport d'activités. Ce rapport comprend notamment :

- 1° un compte rendu des travaux du Collège ;
- 2° un rapport sur la politique menée sur le plan des sanctions.

Le rapport d'activités est communiqué au Parlement de la Communauté française et au Gouvernement. ».

Art. 52. A l'article 138 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Outre les 4 membres du bureau visés à l'article 142, § 1^{er}, le Collège d'avis est composé au maximum de 18 membres effectifs désignés par le Gouvernement. Pour chaque membre effectif, il est nommé un suppléant. Le mandat des membres effectifs et suppléants est d'une durée de quatre ans, renouvelable.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 142, § 1^{er}, les membres effectifs et suppléants sont désignés dans le respect de l'article 7 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. » ;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 3, première phrase, les mots « par son suppléant » sont remplacés par les mots « par un nouveau membre effectif que le Gouvernement désigne dans les deux mois qui suivent l'arrêt de l'exercice du mandat par l'ancien membre effectif ».

3° dans le § 1^{er}, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante : « Dans l'attente de cette désignation, le membre suppléant siège à la place du membre effectif. » ;

4° dans le § 1^{er}, dernier alinéa, 2°, les mots « l'assemblée plénière » sont remplacés par les mots « le Collège d'avis » ;

5° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres effectifs et leur suppléant sont des représentants de sociétés et organisations du secteur des médias audiovisuels. Dans sa configuration maximale, cette représentation se répartit, tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants, de la manière suivante :

1° deux représentants de la RTBF ;

2° deux représentants d'une Fédération de télévisions locales reconnue conformément à l'article 70, § 2 ou à défaut, deux représentants de télévisions locales ;

3° quatre représentants d'éditeurs de services télévisuels privés ;

4° deux représentants de radios en réseau communautaires ou urbaines ou deux représentants d'une organisation représentant ce type de radios ;

5° un représentant d'une radio en réseau pluriprovinciale ou provinciale ou d'une organisation représentant ce type de radios ;

6° un représentant d'une radio indépendante ou d'une organisation représentant ce type de radios ;

7° un représentant d'une radio associative ou d'une organisation représentant ce type de radios ;

8° trois représentants de distributeurs de services ;

9° deux représentants d'opérateurs de réseau.

Chacune des catégories visées à l'alinéa 1^{er} compte au moins un membre effectif et un membre suppléant. Le membre effectif et son suppléant sont issus de la même société ou organisation.

Les catégories pouvant disposer de plus d'un représentant ne doivent pas obligatoirement comprendre le nombre maximum de représentants prévu à l'alinéa 1^{er}.

Chaque société ou organisation représentée a droit à un seul membre effectif et à un seul membre suppléant, en ce compris la société ou organisation qui exerce des activités qui couvrent plusieurs des catégories visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants en retenant les représentants des sociétés et organisations les plus importantes ou les plus représentatives de leur catégorie.

Préalablement à cette désignation, le Gouvernement consulte les sociétés et organisations visées à l'alinéa 1^{er}. Dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre de consultation, chaque société ou organisation consultée remet au Gouvernement le nom des deux personnes qu'elle propose pour la représenter en tant que membre effectif et en tant que membre suppléant. ».

6° le § 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Assistent aux travaux du Collège d'avis avec voix consultative :

1° trois représentants d'organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants ;

2° trois représentants d'organisations professionnelles représentatives des auteurs, scénaristes, réalisateurs et artistes-interprètes audiovisuels, en ce compris les sociétés d'auteurs et de droits voisins spécialisées dans les droits audiovisuels ;

3° un délégué du Gouvernement ;

4° le Secrétaire général du ministère de la Communauté française ou son délégué ;

5° le président du Conseil supérieur de l'éducation aux médias ou son délégué ;

6° deux représentants du CDJ ;

7° un représentant des éditeurs de presse écrite ou d'une organisation représentant ce secteur.

Les incompatibilités visées au § 4 leur sont applicables, à l'exception du 2° pour le délégué du Gouvernement.

Les représentants visés aux 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} sont désignés par le Gouvernement dans le respect des trois derniers alinéas du § 2. ».

Art. 53. A l'article 139 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, dernier alinéa, 2°, les mots « l'assemblée plénière » sont remplacés par les mots « le Collège d'autorisation et de contrôle » ;

2° dans le § 1^{er}, dernier alinéa, 3°, le mot « la » est remplacé par le mot « le ».

Art. 54. A l'article 141, § 1^{er} du même décret, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Sauf lorsque la protection du secret des affaires a été requise, il transmet toute information ou rapport nécessaire à l'exercice des missions des services du Gouvernement qui sont tenus au même secret que celui visé à l'article 150. ».

Art. 55. A l'article 145 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est abrogé ;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « établit de même » sont remplacés par le mot « arrête » ;

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les mots « décisions, recommandations et » sont insérés entre le mot « des » et le mot « avis » ;

4° dans le § 2, alinéa 2, les mots « l'assemblée plénière » sont remplacés par les mots « le collège ».

Art. 56. L'article 146 du même décret est abrogé.

Art. 57. Dans l'article 147, § 2 du même décret, les alinéas 1 et 3 sont abrogés.

Art. 58. A l'article 148 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, les mots « des collèges » sont remplacés par les mots « du Collège d'autorisation et de contrôle » ;

2° l'alinéa 5 est inséré à la fin de l'alinéa 4 ;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les délibérations du Collège d'avis sont prises au consensus des membres présents. Les avis rendus peuvent toutefois comprendre des opinions divergentes. ».

Art. 59. L'article 151, § 1^{er}, du même décret, est complété par le 5° rédigé comme suit :

« 5° Les subventions octroyées dans le cadre de missions spécifiques non couvertes par le contrat de financement. ».

Art. 60. Dans les articles 3 (§ 4, alinéa 1^{er}), 10, 33, 67 (§ 1^{er}, 13°), 88bis (§ 1^{er} inséré par le décret du 7 février 2013) et 159 (§ 1^{er}) du même décret, les mots « à l'article 135, § 1^{er}, 5° » sont remplacés par les mots « à l'article 135, § 1^{er}, 2° ».

Art. 61. A l'article 164 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et les éditeurs de services dont les services sonores sont distribués sur un réseau hertzien terrestre numérique autorisés en vertu du présent décret » sont abrogés ;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 4, les mots « à l'éditeurs » sont remplacés par « à l'éditeur » ;

3° dans le § 2, les mots « 30 juin » sont remplacés par les mots « 1^{er} août » ;

4° dans le § 3, alinéa 2, les mots « dans laquelle » sont remplacés par les mots « dans lesquels ».

Art. 62. A l'article 165, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012 :

la première phrase du § 1^{er} commençant par les mots « le point 23 » et finissant par les mots « tableau suivant : » est remplacé par la phrase suivante : « Le point 23 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 tel que modifié, contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, est modifié comme suit : »

1° la colonne intitulée « Nature des recettes affectées » est remplacée par ce qui suit :

« Nature des recettes affectées

« Participation de la RTBF telle qu'établie en vertu du contrat de gestion ;

Participation des radios en réseau. »

2° La colonne intitulée « Objet des dépenses autorisées » est remplacée par ce qui suit :

« Objet des dépenses autorisées :

Soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

Soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique agréées et ayant pour objet la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française;

Soutien à des projets d'œuvres de création radiophonique;
Soutien à la transition numérique des services sonores. »

Art. 63. Dans le titre IX du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, il est inséré avant l'article 166 un Chapitre premier bis intitulé :

« Chapitre premier *bis* – Soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. ».

Art. 64. A l'article 166 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « peut attribuer une subvention forfaitaire » sont remplacés par les mots « peut affecter une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique à l'octroi de subventions forfaitaires ; » ;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le total annuel des subventions ne pourra pas dépasser 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Si le total annuel des subventions est inférieur à 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique, le montant de la subvention octroyé à chaque radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente est adapté annuellement sur la base de l'indice 01.01.2009 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971. ».

Art. 65. Dans le Titre IX, l'intitulé du Chapitre II du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II – Soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique ».

Art. 66. A l'article 167 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1^{er}, le mot « émissions » est remplacé par le mot « œuvres » ;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et subventionner » sont supprimés ;

3° dans le § 1^{er}, il est inséré avant le dernier alinéa un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction de la demande d'agrément. » ;

4° les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement peut subventionner, dans le respect du règlement de la Commission 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, publié le 26 juin 2014 au JOCE et modifié par le règlement UE 2017/084 publié le 20 juin 2017 au JOCE, les structures d'accueil agréées en affectant une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique. Il peut le faire soit annuellement, sur la base d'un programme prévisionnel annuel d'activités et un budget déposés par chaque structure d'accueil, soit pluri-annuellement, après avis de la Commission consultative de la création radiophonique, dans le cadre d'un contrat-programme d'une durée de cinq ans. Le montant total de ces subventions ne peut excéder un tiers des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique. 50 % au moins de l'aide octroyée à une structure d'accueil doivent obligatoirement être consacrés à l'encadrement de la production et à la promotion des œuvres de création radiophonique.

Le Gouvernement peut octroyer des aides complémentaires visant l'emploi d'un noyau d'agents et la mise à disposition d'infrastructures ou de matériel.

Les modalités d'introduction des demandes de subventions annuelles et de liquidation des subventions sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 3. A l'issue de chaque exercice, au plus tard le 30 juin, la structure d'accueil communique à l'Administration un rapport d'activités selon un modèle fixé par le Gouvernement comprenant au minimum les éléments suivants :

1° un rapport moral ;

2° un descriptif des activités démontrant le respect des missions et objectifs dévolus à la structure d'accueil ;

3° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur. ».

Art. 67. Dans le Titre IX, Chapitre II, l'intitulé de la Section II du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Section II – Conditions d'octroi du contrat-programme ».

Art. 68. L'article 167*bis* du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 167*bis*. Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, la structure d'accueil doit remplir les critères de recevabilité suivants :

1° être agréée en vertu de l'article 167 du présent décret;

2° justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur de la création radiophonique. ».

Art. 69. Dans le Titre IX, Chapitre II, l'intitulé de la Section III du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Section III- Procédure d'octroi du contrat-programme ».

Art. 70. A l'article 167*ter*, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 4°, les mots « de la convention ou » sont abrogés ;

2° dans le 5°, les mots « deux dernières années au minimum pour le contrat-programme et les trois dernières années pour la convention » sont remplacés par les mots « trois dernières années ».

Art. 71. Dans l'article 167^{quater} du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er}, les mots « § 1^{er} » sont abrogés ;
- 2° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 4° de l'énumération est remplacé par ce qui suit :
« 4° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet de la structure d'accueil » ;
- 3° le § 2 est abrogé.

Art. 72. Dans le Titre IX, Chapitre II, l'intitulé de la Section IV du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Section IV – Contenu du contrat-programme ».

Art. 73. L'article 167^{quinquies} du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 167^{quinquies}. Le contrat-programme contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance ;
- 2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation ;
- 3° les missions et les objectifs particuliers dévolus à la structure d'accueil en fonction de ses activités spécifiques ;
- 4° les engagements d'équilibre financier de la structure d'accueil ;
- 5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement du contrat-programme. ».

Art. 74. Dans le titre IX, chapitre II, du même décret inséré par le décret du 1^{er} février 2012, la section V intitulée « Evaluation du respect des obligations contenues dans la convention ou le contrat-programme » comportant l'article 167^{sexies} est abrogée.

Art. 75. Dans le titre IX, Chapitre II, l'intitulé de la Section VI du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Section VI – Renouvellement du contrat-programme ».

Art. 76. L'article 167^{septies} du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 167^{septies}. Au plus tard avant la fin du deuxième trimestre du dernier exercice couvert par le contrat-programme, la structure d'accueil informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement du contrat-programme.

Dans ce cas, la structure d'accueil transmet à l'Administration une actualisation des documents visés à l'article 167^{ter}, § 1^{er}, à l'exception du point 5°, ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'un contrat-programme. ».

Art. 77. Dans le Titre IX, l'intitulé du Chapitre III du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III – Soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique ».

Art. 78. L'article 168 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 168. § 1^{er}. Le Gouvernement peut affecter, sur avis de la Commission consultative de la création radiophonique, une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique à des projets d'œuvres de création radiophonique.

Le total annuel des subventions octroyées à de tels projets ne pourra pas dépasser 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Les subventions octroyées à de tels projets ne pourront excéder un montant total cumulé de 200.000 euros au profit du même bénéficiaire sur une période de trois années consécutives.

§ 2. Le projet d'œuvre de création radiophonique visé au § 1^{er}, doit remplir à minima les conditions de recevabilité suivantes :

1° être produit en français par une personne physique ou morale, à l'exception de la RTBF et des structures d'accueil visées à l'article 167, résidant ou bénéficiant d'un établissement stable soit en région de langue française soit en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° comprendre les éléments suivants:

- une note d'intention ;
- un synopsis ;
- une description du traitement radiophonique envisagé ;
- le découpage prévu ;
- la durée ;
- un budget ;
- l'engagement d'au moins un service sonore privé d'assurer la première diffusion de l'œuvre ;
- l'engagement du porteur du projet d'autoriser, à titre gratuit, le prêt public d'un exemplaire de l'œuvre subventionnée au sein d'une des institutions culturelles soutenues par la Communauté française et dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

§ 3. Les demandes de subventions sont introduites et traitées selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 4. La Commission consultative de la création radiophonique émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une subvention au projet et sur le montant de celle-ci. A cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° le caractère original et novateur du projet;
- 2° la qualité du synopsis et la qualité du traitement radiophonique envisagé ;
- 3° la pertinence du découpage ;

4° la pertinence du budget ;

5° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française. ».

Art. 79. Dans le Titre IX, Chapitre III du même décret, inséré par le décret du 1^{er} février 2012, il est inséré un article 168*bis* rédigé comme suit :

« Art. 168*bis*. Tout projet d'œuvre de création radiophonique bénéficiant d'une subvention doit faire l'objet d'une justification. A défaut, la subvention doit être remboursée. Le non-respect de cette obligation par le bénéficiaire implique l'irrecevabilité de toute nouvelle demande de subvention pour un projet de création radiophonique.

Le Gouvernement arrête les types de justificatifs à présenter, leur délai de dépôt et la liste des dépenses admissibles ainsi que les modalités de liquidation de la subvention. ».

Art. 80. Dans le Titre IX du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, il est inséré un Chapitre III*bis* intitulé :

« Chapitre III*bis* – Soutien à la transition numérique des services sonores ».

Art. 81. Dans le Titre IX, chapitre III*bis* nouvellement créé du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, il est inséré un article 168*ter* rédigé comme suit :

« Art. 168*ter*. Le Gouvernement peut affecter une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique au développement de la diffusion numérique de services sonores en Communauté française.

Le total annuel des subventions octroyées dans ce cadre ne pourra pas dépasser 35 % des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Les subventions sont octroyées à des projets d'intérêt commun ayant pour objectif de favoriser la diffusion la plus large et la plus nombreuse possible de services sonores en mode numérique. Dans ce cadre, le Fonds peut soutenir :

1° les initiatives destinées à coordonner, organiser et promouvoir la diffusion numérique par voie hertzienne terrestre ;

2° les radios bénéficiant d'un droit d'usage visés à l'article 113, § 1^{er}, et au besoin les opérateurs de réseau visés à l'article 113, § 7, pour financer les coûts d'installation des équipements internes et des infrastructures externes nécessaires à la diffusion numérique par voie hertzienne terrestre ;

3° l'installation de plateformes communes de diffusion par internet permettant un accès à un nombre significatif de services sonores.

Le Gouvernement décide de soutenir les projets en tenant compte de leur impact sur le développement de la diffusion numérique. Cet impact s'apprécie essentiellement au regard de l'importance du public visé et du nombre de services sonores bénéficiant des effets du projet. ».

Art. 82. A l'article 169 du même décret, modifié par le décret du 1^{er} février 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Commission rend un avis sur :

1° L'agrément des structures d'accueil pour la création radiophonique visées à l'article 167;

2° L'opportunité de conclure un contrat programme avec une structure d'accueil pour la création radiophonique visée à l'article 167 ;

3° L'opportunité d'octroyer une subvention à un projet d'œuvre de création radiophonique et le montant de celle-ci conformément à l'article 168, § 4;

4° Toute question relative à la création radiophonique, d'initiative ou à la demande du Gouvernement. » ;

2° dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 3, 7, 8 al.2 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et répartis comme suit, tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants : » sont remplacés par les mots « aux articles 3, 7, 8 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel et répartis, tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants, selon les catégories suivantes : » ;

3° dans le § 3, alinéa 1^{er}, les 4°, 5° et 6° de l'énumération sont remplacés par ce qui suit :

« 4° un représentant des services sonores privés;

5° un représentant des radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

6° un représentant des services sonores de la RTBF; » ;

4° dans le § 3, l'alinéa 4 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les membres sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions durant la même année. Lorsque l'absence d'un membre effectif est annoncée, sans qu'il ait la qualité de démissionnaire, le membre suppléant issu de la même catégorie que le membre effectif absent le remplace aux réunions de la Commission avec voix délibérative. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Le Gouvernement arrête :

a) les modalités de fonctionnement de la Commission et le contenu minimal de son règlement d'ordre intérieur ;

b) la prise en charge des frais de déplacement de ses membres ;

c) le montant des jetons de présence. ».

Art. 83. Le § 3 de l'article 55 du même décret introduit par l'article 11 est applicable aux autorisations en cours à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juin 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,

I. SIMONIS

—————
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 630-1. – Amendement de commission, n° 630-2 - Rapport de commission, n° 630-3. – Texte adopté en commission, n° 630-4 – Amendement(s) en séance, n° 630-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 630-6.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 juin 2018.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31641]

14 JUNI 2018. — Decreet tot wijziging van het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 19° wordt vervangen als volgt :

“19° Steunfonds voor creatie op radio : begrotingsfonds bestemd voor de ondersteuning van de verenigings- en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding, de door de Regering erkende ontvangstvoorzieningen voor de creatie op radio, de projecten inzake creatie op radio en de digitale overgang voor de radio;”;

2° punt 20° wordt opgeheven;

3° er wordt een punt 23°bis ingevoegd, luidend als volgt :

“23°bis werk voor creatie op radio : elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet :

a) het programma is ofwel een fictiewerk op radio in de zin van artikel 1, 24°bis, ofwel een documentair werk op radio in de zin van artikel 1, 25°bis, ofwel een muziekwerk op radio in de zin van artikel 1, 26°bis, ofwel een radiowerk voor permanente opvoeding in de zin van artikel 1, 26°ter”;

b) het programma is niet één van de volgende programma's

- een actualiteitsreportage;

- de gewone captatie van een levend schouwspel;”;

4° er wordt een punt 24° bis ingevoegd, luidend als volgt :

“24°bis fictiewerk op radio : elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet :

a) een creatie van de verbeelding zijn, zelfs als het tot doel heeft een realiteit weer te geven;

b) een origineel werk of de aanpassing van een bestaand werk zijn, waarvan de productie op een scenario steunt, en waarvan de regie op de prestatie van uitvoerende kunstenaars steunt voor het belangrijkste deel van zijn duur;”;

5° er wordt een 25°bis ingevoegd, luidend als volgt :

“25° documentair werk op radio : elk programma dat tegelijk voldoet aan de volgende criteria :

a) een bestanddeel uit de realiteit voorstellen;

b) het standpunt van een auteur voorstellen, gekenmerkt door diepgaand nadenken, rijpe behandeling van het thema, onderzoek en scenarioschrijven;

c) de verwerving van kennis mogelijk maken;

d) de behandeling van het thema moet een duidelijk onderscheid vertonen met een programma met een zuiver informatieve bedoeling;

e) een blijvend belangstellingwekkend potentieel hebben, ander dan als archief;”

6° er wordt een 26°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“26°*bis* muziekwerk op radio : elk programma dat een origineel muziekwerk voorstelt, dat prioritair wordt bestemd voor uitzending op radio;”;

7° er wordt een 26*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“26°*ter* radiowerk voor permanente opvoeding : elk programma op radio dat de samenleving kritisch analyseert, democratische en collectieve initiatieven stimuleert, actieve burgerzin ontwikkelt, en sociale, culturele, milieu- en economische rechten uitoefent, met het oog op individuele en collectieve emancipatie van het publiek, door de actieve deelneming van het bedoelde publiek en de culturele expressie aan te moedigen;”.

8° er wordt een 34°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“34°*bis* muziekproducent : natuurlijke of rechtspersoon die de opname van een muziekwerk financieel produceert en, in voorkomend geval, de kunstenaar begeleidt bij de ontwikkeling van zijn loopbaan, en wiens activiteiten en die van de moedermaatschappij, de dochtermaatschappij of het permanente agentschap integraal bestemd zijn voor één of meer muziekactiviteiten zoals productie, opname, verdeling, bevordering, fonografische of muzikale editie;”;

9° er wordt een 39°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“39°*bis* Radiofrequentie : de frequentie van een radio-elektrisch hertzsignaal met al zijn technische kenmerken, onder meer de geografische coördinaten van de antenne-site met zijn breedtegraad en zijn lengtegraad, de hoogte van de antenne boven de grond, de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde attenuaties;”;

10° er wordt een 39*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“39°*ter* Heruitzendingsfrequentie : de radiofrequentie die zich binnen de dienstzone van een zendtoestel bevindt en die de dienstzone van dat zendtoestel moet verbeteren;”;

11° 40° wordt aangevuld als volgt :

“om analoog uit te zenden, of over het recht op gebruik van een radiofrequentienetwerk met een communautaire, multiprovinciale of provinciale theoretische dienstzone om digitaal uit te zenden”;

12° 41° wordt vervangen als volgt :

“41° Onafhankelijke radio : de private dienst voor klankradio-omroep die in zijn oorspronkelijke vergunning beschikt over een enkele radiofrequentie, om analoog uit te zenden, of over het recht op gebruik van een radiofrequentie of van een radiofrequentienetwerk met een lokale dienstzone om digitaal uit te zenden;”;

13° 42° wordt vervangen als volgt :

“42° verenigings- en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding”, de onafhankelijke radio die :

- een minimumaantal uren uitzendt voor actualiteitsprogramma's, permanente opvoeding, culturele ontwikkeling en burgerparticipatie, waarvan een deel besteed wordt aan eigen productie en werken inzake creatie op radio. Dat volume wordt door de Regering bepaald;

- hoofdzakelijk een beroep doet op vrijwilligerswerk;

- vrijwilligers laat deelnemen aan zijn beheersorganen;

- geen beroep doet op reclame of beschikt over beperkte reclame-inkomsten waarvan het maximumbedrag door de Regering wordt bepaald;”;

14° in 43° wordt het woord “frequenties” vervangen door het woord “radiofrequenties”;

15° 61° wordt vervangen als volgt :

“61° Dienstzone : de geografische zone binnen welke de nuttige veldsterkte van een zendtoestel of van een groep monofrequentie-zendtoestellen gelijk is aan of hoger is dan de bruikbare veldsterkte, bepaald voor nauwkeurige ontvangvoorwaarden en voor een vastgesteld percentage gedekte ontvangplaatsen. Het betreft dus de geografische zone die werkelijk wordt gedekt door een zendtoestel of een groep zendtoestellen;”;

16° er wordt een 62° ingevoegd, luidend als volgt :

“62° Theoretische dienstzone : de geografische zone die de Regering bepaalt als doel voor het dekken van de audiovisuele mediadienst die langs terrestrische hertzgolven wordt uitgezonden.”.

Art. 2. Artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

“4° met eerbiediging van het zakengeheim, de controleovereenkomsten die door de maatschappij met één of verschillende aandeelhouders worden gesloten, de aandeelhouderspakten, de processen-verbaal van de algemene vergaderingen of elk ander document dat het college voor vergunning en controle als relevant acht.”.

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “rechtstreeks of onrechtstreeks” worden geschrapt;

b) de woorden “een gemeenschappelijke aandeelhouder” worden vervangen door “één zelfde natuurlijke of rechtspersoon”;

2° in paragraaf 1, wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

“Onder pluralistisch aanbod dient te worden verstaan, een media-aanbod van een pluralistische verscheidenheid van media en/of diensten dat de grootst mogelijke diversiteit van opinies en ideeën vertegenwoordigt.”;

3° paragraaf 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Het College voor vergunning en controle stelt vast dat er een belangrijke positie wordt uitgeoefend, inzonderheid :

1° wanneer de gecumuleerde kijkdichtheid van verschillende uitgevers van televisie-omroepdiensten die door één zelfde natuurlijke of rechtspersoon wordt gecontroleerd 20 % van de totale kijkdichtheid van de uitgevers van televisie-omroepdiensten van de Franse Gemeenschap bereikt;

2° wanneer de potentiële gecumuleerde luisterdichtheid van verschillende uitgevers van klankradio-omroepdiensten via analoge hertzgolven die door éénzelfde natuurlijke of rechtspersoon worden gecontroleerd 20 % van de potentiële totale luisterdichtheid van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten via analoge hertzgolven van de Franse Gemeenschap bereikt;

3° wanneer de potentiële gecumuleerde luisterdichtheid van verschillende uitgevers van klankradio-omroepdiensten via analoge hertzgolven die door éénzelfde natuurlijke of rechtspersoon worden gecontroleerd 20 % van de potentiële totale luisterdichtheid van de uitgevers van klankradio-omroepdiensten via digitale hertzgolven van de Franse Gemeenschap bereikt.

De potentiële gecumuleerde luisterdichtheid is de totale bevolking die op het grondgebied van de Franse Gemeenschap wordt geteld, namelijk het grondgebied van het Waalse Gewest en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, uitgebreid tot de naburige gemeenten, met dien verstande dat die bevolking wordt bediend door één of meer radiofrequenties, al dan niet in netwerken samen gebracht, die het referentieplan voor de radiofrequenties van de Franse Gemeenschap uitmaakt.”;

4° paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“§ 3. De in 2° en 3° potentiële gecumuleerde luisterdichtheid wordt berekend met de volgende technische parameters :

- minimumontvangdrempel (dBu V/m op 10 m/grond) : 60
- voortplantingsmodel : ITU-R P 1546
- bepaling van de dekkingszone : gedekt, indien : niveau van de ontvangen veldsterkte > ontvangdrempel
- scramblers : geen
- gegevens over de bevolking : de recentste publicatie over de bevolking per statistische sector (Statbel)”

5° paragraaf 3 wordt paragraaf 4 en wordt vervangen door de volgende bepaling :

“§ 4. Indien het college voor vergunning en controle, op het einde van een evaluatie op tegenspraak, vaststelt dat er inbreuk werd gepleegd op de vrijheid van het publiek om toegang te krijgen tot een pluralistisch aanbod, geeft hij kennis van zijn grieven aan de betrokken rechtspersoon(nen) en pleegt met die persoon(nen) overleg om maatregelen te nemen waarbij het pluralisme van het aanbod wordt geëerbiedigd.”;

6° de paragrafen 4 en 5 worden de paragrafen 5 en 6;

7° in de nieuwe paragraaf 6, worden de woorden “kan de dienst of de raad voor mededinging raadplegen” vervangen door “raadpleegt de Belgische Mededingingsautoriteit of haar diensten”.

8° er wordt een paragraaf 7 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 7. Het college voor vergunning en controle evalueert regelmatig, minstens om de twee jaar, het pluralisme.”.

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde decreet, worden de woorden “geen morele of lichamelijke schade aan minderjarigen veroorzaken” vervangen door de woorden “geen lichamelijke, mentale of morele schade aan minderjarigen veroorzaken en moet inzonderheid in dit kader”.

Art. 5. In artikel 36 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden “waarvan het kapitaal uitsluitend door aandelen op naam vertegenwoordigd wordt” opgeheven;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 52” opgeheven;

3° in § 2, tweede lid, eerste zin, worden de woorden “op een gesloten verdelingsplatform” ingevoegd tussen het woord “klankdiensten” en de woorden “bedoeld in artikel 59”;

4° in § 2, tweede lid, wordt de tweede zin opgeheven;

5° in § 2, tweede lid, wordt de derde zin vervangen als volgt :

“De onafhankelijke radio’s en de klankdienstenuitgevers op een gesloten verdelingsplatform bedoeld in artikel 59 moeten als een rechtspersoon worden opgericht.”.

Art. 6. In artikel 37, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “bedoeld in artikel 52” opgeheven.

Art. 7. In titel III, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet, in het opschrift van afdeling 1, wordt het woord “analoge” geschrapt.

Art. 8. In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “analoge” en het woordgedeelte “uitgevers” opgeheven;

2° in het tweede lid, wordt het woord “toegekend” vervangen door de woorden “toegewezen of waarvoor hij een recht van gebruik heeft gekregen”;

3° in de laatste zin, worden de woorden “volgens de procedure bedoeld in de artikelen 103 tot 109” vervangen door de woorden “en de rechten van gebruik worden verleend volgens de procedures bedoeld in de artikelen 103 tot 113”.

Art. 9. In artikel 53 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de zin aangevuld als volgt : “voor het analoge proces en in artikel 111 voor het digitale proces”;

2° de eerste zin van § 2 wordt vervangen als volgt : “Onverminderd de bepalingen vermeld in de artikelen 105 en 111, bepalen de voorwaarden van de klankdienstenuitgevers, naast de verplichtingen bedoeld in artikel 36, de volgende verplichtingen die toepasselijk zijn op de klankdiensten”;

3° in § 2, worden de woorden “1° wat de inhoud van de klankdienst betreft” opgeheven;

4° in § 2, 1°, wordt *b)* aangevuld als volgt : “of met toepassing van artikel 56*bis*”;

5° in § 2, 1°, *d)*, worden de woorden “minstens 4,5 % muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of onafhankelijke producenten waarvan de woonplaats, de exploitatiezetel of de maatschappelijke zetel gelegen is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad” vervangen door de woorden “minstens 6 %, waarvan 4,5 % tussen 6 U en 22 U muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of muziekproducenten waarvan de woonplaats, de exploitatiezetel of de maatschappelijke zetel gelegen is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad”;

6° in § 2, wordt 2° opgeheven;

7° § 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3 De voorwaarden bepalen de verplichtingen, inzonderheid deze die bedoeld zijn in § 2, waarvoor een verbintenis van de aanvrager noodzakelijk is.”.

Art. 10. In artikel 54 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “in artikel 105” vervangen door de woorden “in artikel 105 of 111”;

2° in § 1, tweede lid, wordt de eerste zin, in fine, aangevuld als volgt : “volgens het analoge proces of het gebruik volgens het digitale proces”;

3° § 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid, wanneer de offerteaanvraag verschillende radiofrequentienetwerken die dezelfde theoretische dienstzone hebben omvat, moet de aanvrager die zich kandidaat stelt voor een netwerk van dat type, in zijn aanvraag, minstens twee van die netwerken in de volgorde van zijn voorkeur rangschikken. Hij motiveert die rangschikking.

4° in § 2, wordt 7° vervangen als volgt :

“7° in voorkomend geval, de lijst van de exploitanten of kandidaat-exploitanten van het netwerk waarbij de belangrijkste voorwaarden van de exploitatiecontracten die gesloten zijn of te sluiten zijn, worden gevoegd.”;

5° § 2 wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt :

“8° in voorkomend geval, voor het digitale proces, de nadere regels voor de commercialisering van de klankdienst, alsook elke afspraak die gesloten is of te sluiten is met een exploitant van een voorwaardelijk toegangssysteem.”

6° § 3 wordt aangevuld met de punten 7°, 8°, 9°, luidend als volgt :

“7° in voorkomend geval, de aanvraag om te beschikken over het statuut van de verenigings- en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding, waarbij duidelijk wordt uitgelegd in welke mate de programmatie en de organisatie ervan beantwoorden aan de criteria van artikel 1, 42°;

8° in voorkomend geval, voor het digitale proces, de nadere regels voor de commercialisering van de klankdienst, alsook elke afspraak die gesloten is of te sluiten is met een exploitant van een voorwaardelijk toegangssysteem;

9° in voorkomend geval, de gezamenlijke aanvraag om eigen producties uit te wisselen en programma's uit te wisselen tussen verschillende onafhankelijke radio's, waarbij duidelijk wordt uitgelegd waarom het relevant is samenwerkingsverbanden tussen die radio's te ontwikkelen.”.

7° § 4 wordt vervangen als volgt :

“§ 4. De aanvrager legt bovendien nauwkeurig de wijze uit waarop hij zich ertoe verbindt te voldoen aan de voorwaarden die opgenomen zijn in het bestek van de offerteaanvraag met toepassing van artikel 53, § 3.”.

Art. 11. Artikel 55 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 55. § 1. Het college voor vergunning en controle beslist over de aanvragen en kent de vergunningen toe, door, voor het analoge proces, de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk toe te wijzen, en door, voor het digitale proces, het recht van gebruik van de radiofrequentie of van het radiofrequentienetwerk te verlenen binnen de vier maanden na de datum waarop de offerteaanvraag wordt afgesloten.

Het zorgt er daartoe voor de diversiteit van het radiolandschap en het evenwicht tussen de verschillende radioformaten te waarborgen, via het muzikale, culturele en informatieaanbod.

Het beoordeelt de aanvragen op grond van de volgende gegevens :

1° de wijze waarop de aanvragers zich ertoe verbinden te voldoen aan de in artikel 53, § 2 bedoelde verplichtingen;

2° de relevantie van de in artikel 54, §§ 2 en 3 bedoelde financiële plannen;

3° de originaliteit en de eigenaardigheid van elke aanvraag;

4° het belang van de gedecentraliseerde productie in de Franse Gemeenschap;

5° de ervaring opgedaan door de aanvragers op het gebied van radio's;

6° de eventuele nadere regels voor de commercialisering van de klankdienst.

§ 2. Het college voor vergunning en controle kan een onafhankelijke radio erkennen die werd erkend als verenigings- en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding die voldoet aan de in artikel 1, 42° bepaalde criteria.

Het college voor vergunning en controle evalueert elk jaar de naleving van die criteria. Het kan de erkenning intrekken indien de onafhankelijke radio niet meer aan die criteria voldoet.

Wanneer het college voor vergunning en controle meer erkenningsaanvragen ontvangt dan er beschikbare plaatsen zijn, rekening houdend met de in artikel 166, vierde lid bedoelde begroting, erkent het de onafhankelijke radio's die het meest produceren op het gebied van het volume uren actualiteitsprogramma's, permanente opvoeding, culturele ontwikkeling, burgerparticipatie en uitzending van werken voor creatie op radio; het volume uren eigen productie is een voordeel. Het kan ook het doel van het evenwicht bij de geografische verdeling van erkende onafhankelijke radio's in aanmerking nemen.

Als er beschikbare plaatsen overblijven, kan elke onafhankelijke radio die de vergunning heeft gekregen gedurende de periode van die vergunning een aanvraag om erkenning als verenigings- en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding indienen bij het College voor vergunning en controle met opgave van de in artikel 54, § 3, 7° bedoelde gegevens.

§ 3. De vergunningen zijn niet overdraagbaar. De duur van een vergunning is 9 jaar, hernieuwbaar volgens de in deze afdeling bedoelde vergunningsprocedure.

In afwijking van het eerste lid, wanneer een vergunning wordt toegekend als gevolg van een niet globale offerteaanvraag, verstrijkt die vergunning van rechtswege op de dag voorafgaand aan de dag waarop de vergunningen worden toegekend in het kader van een nieuwe globale offerteaanvraag. Een offerteaanvraag wordt als globaal beschouwd als die minstens 75 % bevat van de volgens het betrokken proces toegekende radiofrequenties.

In afwijking van het eerste lid, wanneer geen nieuwe vergunning werd uitgereikt krachtens een globale offerteaanvraag op het einde van 9 jaar vergunning, wordt de toegekende vergunning verlengd tot vóór de dag waarop nieuwe vergunningen worden toegekend in het kader van een globale offerteaanvraag. De verlenging van de vergunningen kan niet langer zijn dan drie jaar zijn te rekenen vanaf de datum van het verstrijken ervan.”.

Art. 12. In artikel 56 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden “over het recht van gebruik van radiofrequenties” ingevoegd tussen het woord “beschikken” en de woorden “over radiofrequenties”;

2° het 6e lid wordt vervangen als volgt :

“Wanneer een aanvraag om samenvoeging van radio’s bij het college voor vergunning en controle wordt ingediend, organiseert het college een openbare raadpleging over de aanvraag om samenvoeging. Elke onafhankelijke radio of netwerkradio die de vergunning heeft gekregen alsook elke persoon die het bewijs levert dat hij er belang bij heeft dat hij moet handelen, kan, binnen de maand, aan het college voor vergunning en controle elke reden meedelen waarom de samenvoeging niet moet worden toegestaan.”.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 56*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 56*bis*. In afwijking van artikel 53, § 2, *b*), kan het college voor vergunning en controle, waarbij de verscheidenheid van het radiolandschap moet worden gewaarborgd, de onafhankelijke radio’s ertoe machtigen hun eigen producties op elkaar af te stemmen, en hun eigen programma’s uit te wisselen, waarbij deze op gelijkwaardige wijze door elke radio kunnen worden opgeteld.”.

Art. 14. Artikel 57 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 58 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 4°, worden in fine de volgende woorden toegevoegd : “of waarvoor een recht van gebruik wordt toegekend, met, in voorkomend geval, zijn kbps-capaciteit”;

2° in § 1, worden de punten 8°, 9° en 10° opgeheven;

3° § 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Met het oog op de vergunning wordt een fiche gevoegd die de klankdienst beschrijft. Op grond van het kandidatuur dossier, vermeldt ze :

1° : de manier waarop de uitgever wil voldoen aan zijn verplichting tot bevordering van de culturele promotie overeenkomstig artikel 53, § 2, *a*), waarbij de typen betrokken programma’s worden vermeld, met de vermelding van hun duur en hun uitzendingsfrequentie;

2° de verbintenissen inzake percentage, genomen overeenkomstig artikel 53, § 2, *b*) tot *d*);

3° in voorkomend geval, één of meer andere verbintenis(en) of specificiteit(en) van de dienst die in het kandidatuur dossier voorkomt(men), positief geëvalueerd door het college voor vergunning en controle en eventueel beschouwd als een voordeel ten aanzien van de andere kandidaten op het ogenblik van de evaluatie van zijn aanvraag en zijn selectie.

Wanneer de titularis van de vergunning één of meer gegevens van die fiche wenst te wijzigen, dient hij er de aanvraag om bij het college voor vergunning en controle in. Het college voor vergunning en controle kan wijzigingen toelaten op voorwaarde dat de herziening van verbintenissen niet tot gevolg heeft dat de oorspronkelijke redenen voor de vergunning grondig in twijfel worden gebracht en niet a posteriori een breuk invoeren in het principe van de gelijke behandeling van kandidaten die in concurrentie worden gesteld op het ogenblik van de procedure voor de toekenning van de vergunningen. Voor elke aanvraag, onderzoekt het college voor vergunning en controle de aanvraag en beslist op grond van de volgende cumulatieve criteria :

a) de eerbiediging van de oorspronkelijke identiteit van de klankdienst van de aanvrager;

b) de gevolgen van de wijzigingen op de gegevens die door het college worden beoordeeld op het ogenblik van de toekenning van de vergunning;

c) de gevolgen op het evenwicht van het radiolandschap, dat moet worden behouden;

d) de interne context bij de dienstenuitgever die de herziening van de verbintenissen positief moet verantwoorden en geen gewone achteruitgang veroorzaken;

e) indien de aanvraag om wijziging tot doel heeft de in 2° bedoelde verbintenissen te wijzigen, de intensiteit van de bijdrage van de klankdienst tot de culturele en taaldiversiteit die moet worden behouden.”;

4° in § 3, wordt het woord “technische” vervangen door het woord “beschrijvende”;

5° § 3 wordt aangevuld met de woorden “, anders dan deze die in de beschrijvende fiche worden vermeld”;

6° in § 4, wordt 1° vervangen als volgt :

“1° een activiteitenverslag van het afgelopen jaar. Dat verslag omvat inzonderheid de gegevens, waaronder de lijsten van uitzending van muziekwerken, waardoor het mogelijk wordt om de naleving te controleren van de decreetverplichtingen en van het bestek van de offerteaanvraag alsook van de verbintenissen die in de beschrijvende fiche van de klankdienst opgenomen zijn. In afwijking daarvan, moeten de onafhankelijke radio’s het activiteitenverslag van het afgelopen jaar gedurende de eerste drie jaren en vervolgens om de twee jaar voorleggen. Het college voor vergunning en controle kan welbepaalde verificaties uitvoeren bij periodes waarvoor geen verslag wordt uitgebracht”.

Art. 16. In titel III, hoofdstuk IV, in het opschrift van afdeling II van hetzelfde decreet, wordt het woord “analoge” opgeheven.

Art. 17. In artikel 59 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt hert eerste lid opgeheven :

2° in § 2, wordt 5° aangevuld als volgt :

“, dat financieel plan moet een rubriek bepalen betreffende de bezoldigingen die moeten worden uitbetaald aan de auteurs en andere rechthebbende met toepassing van de gesloten overeenkomsten. Als er een conflict is of als dergelijke overeenkomsten herhaaldelijk niet kunnen worden gesloten, worden de provisijs die worden genomen rekening houdend met de bekende risico's daar vermeld”;

3° in § 2, 6°, worden de woorden “de aard en” geschrapt.

Art. 18. In artikel 61 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, wordt het woord “dienstzone” vervangen door het woord “uitzendingszone”;

2° in 4° worden de woorden “ten minste 4,5 percent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad” vervangen door de woorden “ten minste 6 %, waarvan 4,5 % tussen 6U en 22U, muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of muziekproducenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad”;

3° punt 5° wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 63 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de §§ 1 en 2 worden vervangen als volgt : “§ 1. In afwijking van de artikelen 35 tot 37 en 52 tot 58 en na advies van de hoge raad voor de opvoeding tot de media, kunnen de inrichtingen voor basisonderwijs, de inrichtingen voor secundair onderwijs alsook de hogescholen die beschikken over een afdeling die gericht is op communicatie of pedagogische vorming, en die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, de vergunning krijgen van de Regering om een radioschool te organiseren die via terrestrische hertzolven wordt uitgezonden.

De inrichting dient bij het secretariaat-generaal van de Franse Gemeenschap een aanvraag in die de beschrijving van het opvoedingsproject en de gewenste uitzendingsplaats vermeldt.

De vergunning wordt voor een periode van hoogstens vier schooljaren toegekend.

De vergunning kan worden hernieuwd ten gunste van dezelfde titularis. De aanvraag om hernieuwing moet ten minste 6 maanden vóór het verstrijken van de vergunning worden ingediend.

In afwijking van de artikelen 103 en 110, wijst de Regering een radiofrequentie toe aan de inrichting die de vergunning heeft gekregen om een schoolradio te organiseren. De toewijzing van de radiofrequentie aan een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogeschool wordt afhankelijk gemaakt van het gebruik ervan samen met minstens één inrichting voor basis- of secundair onderwijs.

De toegekende radiofrequentie heeft de volgende kenmerken :

1° het effectief uitgestraald vermogen is hoogstens 30 watts;

2° de antenne mag niet hoger zijn dan 15 meter, behoudens afwijking toegestaan door de Regering, en voor zover het effectief uitgestraald vermogen zodanig wordt verminderd dat een gelijkaardige dienstzone wordt gewaarborgd;

3° de duur van de uitzending mag niet hoger zijn dan 8 uur per dag.

Een inrichting mag de vergunning om een schoolradio te organiseren slechts krijgen als de uitzending geen storing veroorzaakt voor andere klankdiensten.

In afwijking van artikel 110, kan de Regering eveneens een recht van gebruik van een radiofrequentie of van een radiofrequentienetwerk, bestemd voor onafhankelijke radio's, verlenen.

De in deze paragraaf bedoelde schoolradio's worden vrijgesteld van het betalen van het in artikel 100, § 2, bedoelde jaarlijkse luistergeld.

§ 2. In afwijking van de artikelen 35 tot 37 en 59 tot 62, moeten de inrichtingen voor basisonderwijs, de inrichtingen voor secundair onderwijs alsook de hogescholen die beschikken over een afdeling die gericht is op de pedagogische communicatie of opleiding, door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd, een voorafgaande verklaring afleggen, die bij de Regering in te dienen is, als zij van plan zijn een schoolradio uit te geven die wordt uitgezonden via andere middelen dan een in § 1 bedoelde radiofrequentie.

De verklaring omvat de nadere gegevens van de onderwijsinrichting en de beschrijving van het opvoedingsproject.”;

2° in § 3, worden de woorden “reclame, sponsoring of telewinkelen” vervangen door de woorden “commerciële mededeling, met uitzondering van zelfpromotie”.

Art. 20. In artikel 67, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in 2°, worden de woorden “of de hernieuwing ervan” geschrapt;

2° punt 2° wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt :

“Dat financieel plan is niet vereist bij een aanvraag om hernieuwing van de vergunning;”;

3° punt 6° wordt vervangen als volgt :

“6° in haar programmatie een minimumaantal uren eigen productie, volgens een wekelijks gemiddelde, berekend per burgerlijk jaar en zonder heruitzending, zoals vastgesteld in de in artikel 65 bedoelde overeenkomst;”

4° het laatste lid wordt vervangen als volgt :

“Voor de toepassing van 6°, wordt een co-productie die door een lokale televisie wordt verricht, met uitzondering van de programma's betreffende filmradio's, gelijkgesteld met de eigen productie in verhouding tot de door deze werkelijk vastgelegde begroting.”.

Art. 21. In artikel 70 van hetzelfde decreet, wordt § 1 vervangen als volgt :

“§ 1. De lokale televisies moeten onder elkaar en met de RTBF samenwerkingsverbanden ontwikkelen.

De samenwerkingsverbanden die met de RTBF kunnen worden georganiseerd in een overeenkomst die wordt gesloten tussen de lokale televisies en de RTBF en de Regering of tussen één of meer lokale televisies en de RTBF.

De lokale televisie stelt in haar jaarlijkse activiteitenverslag, voor wat haar betreft, een balans voor van de toepassing van elke in het tweede lid bedoelde overeenkomst.”.

In artikel 71, wordt § 5 gewijzigd als volgt :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“Voor de berekening van de evenredige vertegenwoordiging, wordt, voor de lijsten die zich niet voorstellen onder de benaming van een politieke fractie die in het Parlement van de Franse Gemeenschap erkend is, rekening gehouden met de individuele verklaringen van apparentering of hergroepering met een andere democratische lijst, voor zover deze aan de betrokken lokale televisie worden overgezonden vóór 1 maart van het jaar volgend op het jaar van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.”.

2° in het derde lid, worden de woorden “uiterlijk op de dag van de eerste vergadering van de gemeenteraad volgend op de verkiezingen” geschrapt.

Art. 22. In artikel 71, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “tweede lid” vervangen door de woorden “laatste lid”.

Art. 23. Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 82, § 1, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt :

“De Regering bepaalt, na het advies van het college voor advies te hebben ingewonnen, onder welke omschrijving of digitaal formaat de televisie-diensten bij voorrang moeten worden gerangschikt in de nummering van de offerte.”.

Art. 25. In artikel 83, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

“1° de door de Regering aangewezen diensten van de RTBF, waarvan minstens twee, bij gebrek aan rangschikking, moeten worden gerangschikt op de eerste plaatsen van het basisaanbod van de dienstenuitgevers, en een derde door de Regering aangewezen dienst van de RTBF moet, bij gebrek aan rangschikking, op de eerste negen plaatsen van het basisaanbod van de dienstenuitgevers worden gerangschikt;”;

2° punt 2° van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

“2° de lokale televisiedienst in zijn dekkingszone, die, bij gebrek aan rangschikking, moet worden gerangschikt onder de eerste vijftien plaatsen van het basisaanbod van de dienstenverdelers;”.

3° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

Behoudens door het College voor vergunning en controle toegekende afwijking, die met bestaande contractuele verplichtingen wordt gemotiveerd, beschikken de dienstenverdelers over een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van 1° en 2° van het eerste lid, om de verplichtingen inzake rangschikking van bedoelde diensten uit te voeren.”.

Art. 26. In artikel 85 van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De in artikel 118, §§ 4 tot 7 bedoelde netwerkexploitanten, worden als dienstenverdelers beschouwd, met uitzondering van de dienstenverdelers waarvan de verdeling wordt verricht door de uitgever van die diensten of door een derde maatschappij die hij heeft aangewezen.”.

Art. 27. In artikel 86 van hetzelfde decreet worden de woorden “tenzij de dienstenuitgevers die in éénzelfde digitaal netwerk daarover anders beslissen en samen een maatschappij aanwijzen die van de netwerkexploitant verschillend is” vervangen door de woorden “met uitzondering van de diensten waarvan de verdeling wordt verricht door de uitgever van die diensten of door een derde maatschappij die hij aanwijst”.

Art. 28. In artikel 92 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° tussen het derde lid en het laatste lid, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Het College voor vergunning en controle raadpleegt de Belgische Mededingingsautoriteit of haar diensten. Het stelt de termijn vast binnen welke de autoriteit haar advies kan uitbrengen; die termijn moet redelijk zijn.”.

Art. 29. In artikel 96bis, eerste lid, eerste zin, van hetzelfde decreet worden tussen de woorden “in dit hoofdstuk bedoelde verplichtingen” en de woorden “het College voor vergunning en controle neemt”, de volgende woorden ingevoegd :

“of tussen die ondernemingen en andere ondernemingen die deze verplichtingen genieten,”.

Art. 30. In artikel 99, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt de zin : “Elke lijst omvat voor elke radiofrequentie de gegevens inzake de geografische ligging, de antennehoogte boven de grond, de maximale waarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen” opgeheven.

Art. 31. Artikel 100 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen als volgt :

“Art. 100. § 1. Naargelang van het geval, geeft het College voor vergunning en controle de vergunning tot gebruik en wijst de radiofrequenties toe volgens de door de Regering vast te stellen lijst.

Voor de toewijzing van de radiofrequentie moet een vergunning worden uitgereikt voor een periode van negen jaar die alle technische kenmerken in verband daarmee vermeldt. De vergunning is onoverdraagbaar.

In afwijking van het vorige lid, wanneer radiofrequenties worden toegewezen voor de uitzending van private klankdiensten, stemt de vervalttermijn van die vergunning overeen met de vervalttermijn van de vergunningen van de klankdienst(en) die de netwerkexploitant uitzendt.

Elke vergunning wordt automatisch nietig verklaard indien de radiofrequentie niet gedurende een periode van zes opeenvolgende maanden werd gebruikt.

In afwijking van het eerste lid, kan het College voor vergunning en controle radiofrequenties voorlopig toewijzen aan natuurlijke of rechtspersonen, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de Regering. Alleen de radiofrequenties die door de diensten van de Regering worden onderzocht en voorgesteld, kunnen worden toegewezen. Radiofrequenties kunnen alleen worden toegewezen voor het dekken, door een specifieke dienst, van een evenement van culturele, sportieve of wetenschappelijke aard of van algemeen belang. De toekenningsakte vermeldt

de technische kenmerken voor het gebruik van de radiofrequentie, het doel waarvoor de radiofrequentie voorlopig wordt toegewezen alsook de maximumduur voor het gebruik van de radiofrequentie, die geenszins langer dan negen maanden kan zijn.

§ 2. Voor de betaling van de concessie door de Franse Gemeenschap van het gebruik van haar radiofrequenties en de diensten in verband met het beheer van dat gebruik, kan een jaarlijks luistergeld door de Regering worden geheven bij elke netwerkexploitant. De Regering stelt het bedrag van het luistergeld vast dat de waarde van een vergoeding heeft, zo dat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen de waarde van de verstrekte dienst en het bedrag hiervan.

§ 3. De netwerkexploitant moet waarborgen dat zijn technische installaties in overeenstemming zijn met de technische kenmerken van de hem toegewezen radiofrequenties.

Wanneer de netwerkexploitant zijn vergunning krijgt, vult hij een technische fiche in die de volgende gegevens vermeldt :

- 1° het vermogen aan de uitgang van het/de zendtoestel(len);
- 2° het type en de karakteristieken van de antenne(s), met inbegrip van de richting, de winst, het richtingsdiagram alsook een nauwkeurige beschrijving van zijn samenstelling (aantal en aard van de elementen);
- 3° het type en de lengte van de gebruikte kabel;
- 4° het type van elke uitrusting die tussen het zendtoestel en de antenne wordt ingeschakeld;
- 5° het verlies aan globaal vermogen in de voedingsuitrusting van de antenne;
- 6° de gebruikte PI-code (Program Identification).

De technische fiche wordt meegedeeld aan het College voor vergunning en controle om te controleren of de karakteristieken van de vergunning worden nageleefd. In voorkomend geval, legt het college voor vergunning en controle wijzigingen op aan de gegevens die in de technische fiche vermeld zijn.

Wanneer de netwerkexploitant één of verschillende gegevens van de technische fiche wenst te wijzigen, brengt hij er het college voor vergunning en controle daar vooraf op de hoogte van voor verificatie.

De hoge raad voor de audiovisuele sector stuurt een afschrift van de technische fiche aan de minister bevoegd voor de media alsook aan het algemeen secretariaat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.”.

Art. 32. Artikel 101 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 101. Elke verandering, met inbegrip van de uitwisseling van radiofrequenties, of elke wijziging van een radiofrequentie, moet worden toegelaten door het college voor vergunning en controle.

Wanneer een aanvraag in die zin aan het college voor vergunning en controle wordt voorgelegd, en na verificatie van de technische compatibiliteit van die aanvraag door de diensten van de Regering, organiseert het college een openbare raadpleging over de aanvraag. Elke netwerkexploitant die een vergunning heeft gekregen en elke persoon die het bewijs levert dat hij er belang bij heeft te handelen, kan, binnen de termijn van één maand, aan het college voor vergunning en controle de reden meedelen waarom de aanvraag kan worden afgewezen.

Als de beslissing van het college voor vergunning en controle positief is, wordt het vergunningsbewijs aangepast.”.

Art. 33. In artikel 102 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden “Het College voor vergunning en controle kan een effectief uitgestraald vermogen opleggen dat lager is dan of een antennehoogte opleggen die kleiner is dan de grenzen die werden bepaald naar aanleiding van de toewijzing van de radiofrequentie, telkens wanneer dit aangewezen is : “ vervangen door de woorden “Op aanvraag van de Regering, kan het college voor vergunning en controle een toegewezen radiofrequentie veranderen of wijzigen, telkens als dit aangewezen is :”;

2° in § 1, 2° worden de woorden “binnen de Franse Gemeenschap” geschrapt.

Art. 34. Artikel 104 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 104. Nadat de Regering de lijst heeft vastgesteld van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen voor de uitzending van klankdiensten volgens het analoge proces overeenkomstig artikel 99, bepaalt ze :

- 1° de lijst van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan onafhankelijke radio’s;
- 2° het aantal netwerkradio’s, hun theoretische dienstzones en de toewijsbare radiofrequenties waaruit ze bestaan.”.

Art. 35. Artikel 105 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 105. De Regering maakt een offerteaanvraag bekend in het *Belgisch Staatsblad* :

De offerteaanvraag omvat de volgende elementen :

1° de lijst van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan onafhankelijke radio’s en netwerkradio’s overeenkomstig de verdeling die bij het in artikel 104 bedoelde besluit wordt bepaald;

2° de bestekken van de onafhankelijke radio’s en netwerkradio’s zoals bepaald krachtens artikel 53;

3° het bedrag van het luistergeld bedoeld in artikel 100, § 2. Als het luistergeld niet wordt bepaald, kan het niet verschuldigd zijn voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag zullen worden toegekend;

4° de termijn en de nadere regels volgens welke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het college voor vergunning en controle, de criteria en hun eventuele weging die door het college te gebruiken zijn om de kandidaturen te onderzoeken overeenkomstig artikel 55.

De Regering kan andere nadere regels in de offerteaanvraag vaststellen op advies van het college voor vergunning en controle of de aanvragers vrijstellen van het neerleggen van bepaalde in artikel 54, §§ 2 tot 4 bedoelde documenten, wanneer ze reeds op andere offerteaanvragen hebben geantwoord voor dezelfde klankdienst.”.

Art. 36. In artikel 106 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt het woord “vervolledigen” vervangen door het woord “verbeteren”;

2° het derde lid en het vierde lid worden vervangen als volgt :

“Wanneer de Regering nieuwe mogelijkheden inzake radiofrequenties vaststelt, kan ze het in artikel 104 bedoelde artikel wijzigen, om de theoretische dienstzone van een netwerkradio te vervolledigen met nieuwe radiofrequenties.”.

Art. 37. De artikelen 107 tot 109 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt een artikel 110bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 110bis. Nadat de Regering de lijst heeft vastgesteld van de radiofrequenties die kunnen worden toegewezen voor de uitzending van klankradio's volgens het digitale proces overeenkomstig artikel 99, bepaalt ze :

1° de lijst van de radiofrequenties die door onafhankelijke radio's kunnen worden gebruikt, met de verdeling van de kbps-capaciteiten;

2° het aantal netwerkradio's, hun theoretische dienstzones en de bruikbare radiofrequenties waaruit ze bestaan, met de verdeling van de kbps-capaciteiten.”.

Art. 39. Artikel 111 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 111. De Regering maakt een offerteaanvraag bekend in het *Belgisch Staatsblad* :

De offerteaanvraag omvat de volgende elementen :

1° de lijst van de radiofrequenties die kunnen worden gebruikt door onafhankelijke radio's en netwerkradio's overeenkomstig de verdeling die bij het in artikel 110bis bedoelde besluit wordt bepaald;

2° de bestekken van de onafhankelijke radio's en netwerkradio's zoals bepaald krachtens artikel 53;

3° het bedrag van het luistergeld bedoeld in artikel 100, § 2. Als het luistergeld niet wordt bepaald, kan het door de netwerkexploitant niet verschuldigd zijn voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag zullen worden toegekend;

4° de termijn en de nadere regels volgens welke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het college voor vergunning en controle, de criteria en hun eventuele weging die door het college te gebruiken zijn om de kandidaturen te onderzoeken overeenkomstig artikel 55.

De Regering kan andere nadere regels in de offerteaanvraag vaststellen op advies van het college voor vergunning en controle of de aanvragers vrijstellen van het neerleggen van bepaalde in artikel 54, §§ 2 tot 4 bedoelde documenten, wanneer ze reeds op andere offerteaanvragen hebben geantwoord voor dezelfde klankdienst.”.

Art. 40. Artikel 112 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 113 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen als volgt :

“Art. 113. § 1. Het onderzoek van de aanvragen wordt uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 54 en 55.

Het college voor vergunning en controle verleent een recht van gebruik van de radiofrequentie of van het radiofrequentienetwerk aan elke onafhankelijke radio en aan elke netwerkradio, om de dienstzone van onafhankelijke radio's en netwerkradio's te verbeteren door één meer radiofrequenties voor heruitzendingradiofrequenties zonder ontkoppeling, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de diensten van de Regering.

De Regering kan het in artikel 110bis bedoelde besluit wijzigen, om de theoretische dienstzone van een netwerkradio met nieuwe radiofrequenties te vervolledigen.

Indien de dienstuitgever failliet gaat, wordt het gebruik van de radiofrequentie of van het radiofrequentienetwerk aan de Franse Gemeenschap toegekend, zodra het vonnis tot faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. De dienstuitgevers die houder zijn van het recht van gebruik van één zelfde radiofrequentie of van éénzelfde radiofrequentienetwerk kunnen gezamenlijk, in voorkomend geval met de RTBF, wanneer deze eveneens beschikt over capaciteiten op die radiofrequentie of op dat radiofrequentienetwerk, aan het college voor vergunning en controle een maatschappij voorstellen, belast met de technische verrichtingen die noodzakelijk zijn voor de uitzending van de betrokken klankdiensten.

§ 3. Als er geen gezamenlijk voorstel is van de dienstuitgevers, kan de Regering een offerteaanvraag plaatsen voor de radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en bevat de volgende gegevens :

1° de toewijsbare radiofrequentie(s) en de lijst van klankdiensten die beschikken over het recht van gebruik van die radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteiten van de toewijsbare radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden gebruikt voor de uitzending van gegevens;

3° het bedrag van het in artikel 100, § 2 bedoelde luistergeld. Als geen luistergeld wordt vastgesteld, dan is het niet verschuldigd voor de duur van de vergunning die zal worden toegekend in het kader van de offerteaanvraag;

4° de termijn binnen welke en de nadere regels volgens welke de kandidaturen moeten worden ingediend.

§ 4. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden bij een aangetekende postbrief met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de hoge raad voor de audiovisuele sector binnen de in de offerteaanvraag vermelde termijn. Ze bevatten de volgende gegevens :

1° de rechtsvorm van de kandidaat, alsook, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn vermogen en van zijn leidende organen;

2° het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel, indien deze verschilt met zijn maatschappelijke zetel;

3° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische verrichtingen, met inbegrip van, in voorkomend geval, de toegang tot het voorwaardelijke toegangssysteem;

4° een financieel plan dat over een periode van minstens 3 jaar loopt;

5° de technische kenmerken voor het bepalen van het signaal, de uitzending ervan en zijn verspreiding.

§ 5. Het college voor vergunning en controle beslist over de kandidaturen binnen de maand na de datum van afsluiting van de offerteaanvraag. Het onderzoekt de kandidaturen inzonderheid op grond van de volgende gegevens :

- 1° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische verrichtingen;
- 2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van de uitzending van signalen van audiovisuele mediadiensten.

§ 6. Als de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF gesteld is, kan deze door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan sprake.

§ 7. Het college voor vergunning en controle geeft de vergunning aan de in de §§ 2 tot 5 bedoelde netwerkexploitant en wijst hem de overeenstemmende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt :

- 1° de identiteit van de titularis;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel van de titularis;
- 3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van klankdiensten die beschikken over het recht van gebruik van die radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;
- 4° de eventuele capaciteiten voor de uitzending van gegevens;
- 5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning wordt niet betwist in geval van een nieuwe toekenning van het recht van gebruik overeenkomstig de in de artikelen 53 tot 55 bedoelde procedure.

§ 8. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische verrichtingen toelaten onder billijke, redelijke en niet discriminerende voorwaarden.

§ 9. In afwijking van artikel 100, § 1, vierde lid, wanneer de in de § 1 en § 7 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het college voor vergunning en controle, door middel van een aanhangsel bij de vergunning betreffende de toekenning van het recht van gebruik van de dienstenuitgever bedoeld in artikel 58, de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden. Die datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 10. De hoge raad voor de audiovisuele sector deelt een voor eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant mee aan de Minister bevoegd voor de media alsook aan de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.”.

Art. 42. In titel VI, hoofdstuk III, afdeling 1 van hetzelfde decreet wordt vóór artikel 114 een onderafdeling IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

“Onderafdeling IIIbis- De private klankdiensten volgens het analoge proces en het digitale proces

Art. 43. In titel VI, hoofdstuk III, afdeling 1, onderafdeling IIIbis, die nieuw ingevoerd wordt in het decreet, wordt een artikel 113bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 113bis. De Regering kan simultaan, in een gemeenschappelijke procedure, radiofrequenties voor de uitzending van klankdiensten volgens het analoge proces, en het recht van gebruik van radiofrequenties voor de uitzending van klankdiensten volgens het digitale proces, toekennen.

In dat geval maakt de Regering een offerteaanvraag bekend die de in de artikelen 105 tot 111 bedoelde gegevens verzamelt, om radiofrequenties aan één zelfde klankdienst te kunnen toekennen voor een uitzending volgens het analoge proces en voor een uitzending volgens het digitale proces.”.

Art. 44. In hetzelfde decreet wordt een artikel 115bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 115bis. Nadat de Regering de lijst van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen voor de uitzending van klankdiensten volgens het digitale proces overeenkomstig artikel 99 heeft vastgesteld, stelt ze, voor elke in artikel 115 bedoelde categorie, het aantal televisiediensten, hun theoretische dienstzones en de bruikbare radiofrequentie(s) waaruit ze bestaan met de verdeling van de kbps-capaciteiten, vast.”.

Art. 45. Artikel 116 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 116. De Regering maakt een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

De offerteaanvraag bevat de volgende gegevens :

- 1° de lijst van radiofrequenties die door de televisiediensten kunnen worden gebruikt overeenkomstig de verdeling die bij het in artikel 115bis bedoelde besluit wordt vastgesteld;
- 2° het bedrag van het in artikel 100, § 2, bedoelde luistergeld. Als geen luistergeld wordt vastgesteld, wordt het niet verschuldigd door de netwerkexploitant voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag zullen worden toegelaten;
- 3° de termijn binnen welke en de nadere regels volgens welke de kandidaturen moeten worden ingediend;
- 4° op voorstel van het college voor vergunning en controle, de criteria en hun eventuele weging die door het college moeten worden gebruikt om de kandidaturen overeenkomstig artikel 118, § 1, te onderzoeken.

De Regering kan in de offerteaanvraag andere nadere regels bepalen op advies van het college voor vergunning en controle.”.

Art. 46. In artikel 117 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt § 1 vervangen als volgt :

“§ 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden bij aangetekende postbrief met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de hoge raad voor de audiovisuele sector binnen de in de offerteaanvraag vastgestelde termijn.

De aanvrager bepaalt de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan hij het gebruik aanvraagt. De aanvrager kan zich kandidaat stellen voor verschillende radiofrequenties of radiofrequentienetwerken. In dat geval vermeldt hij en motiveert hij zijn prioriteiten.

De aanvraag moet gepaard gaan met de volgende gegevens :

1° als het gaat om een kandidaat die nog geen verklaring heeft ingediend met toepassing van afdeling 1 van hoofdstuk III van titel III, alle in artikel 38, § 2, bedoelde gegevens, met uitzondering van 8° en 9°;

2° als het gaat om een dienstenuitgever die reeds zijn verklaring heeft ingediend of, in voorkomend geval, om een lokale televisie die reeds haar vergunning heeft gekregen, in geval van integrale overneming van één of meer van zijn/haar televisiediensten, de in artikel 38, § 2 bedoelde gegevens 1° en 5° ;

3° als het gaat om een dienstenuitgever die beschikt over een vergunning of elke andere gelijkaardige akte die wordt verleend in een lidstaat van de Europese Unie in het kader van de integrale overneming van één of meer van zijn televisiediensten, alle gegevens bedoeld in artikel 38, § 2, met uitzondering van 8° en 9°, alsook een afschrift van de overeenstemmende vergunningen of van elke gelijkaardige akte;

4° in voorkomend geval, de nadere regels voor de commercialisering van de betrokken dienst(en), alsook elk akkoord dat gesloten of gepland wordt met een exploitant van een voorwaardelijk toegangssysteem;

5° de eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn televisiediensten met andere televisiediensten die door derde worden uitgegeven."

Art. 47. In artikel 118 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het laatste lid vervangen als volgt :

"In geval van offerteaanvragen die een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk met een multiprovinciale of provinciale theoretische dienstzone aanbieden, zorgt het ervoor dat elke lokale televisie die een kandidatuur heeft ingediend voor de integrale overneming van één van zijn televisiediensten beschikt over een capaciteit op de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk dat een theoretische dienstzone heeft die de dekkingszone van de lokale televisie heeft, opdat ze haar opdracht van openbare dienst overeenkomstig artikel 65 zou kunnen uitoefenen.

Het vergunningsbewijs vermeldt :

1° de naam van de televisiedienst;

2° de identiteit van de titularis;

3° het adres van de maatschappelijke zetel van de titularis;

4° de radiofrequentie(s) waarvoor een recht van gebruik wordt verleend met zijn kbps-capaciteit;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.;"

2° in § 2, worden de woorden "of van een radiofrequentienetwerk" ingevoegd tussen de woorden "voor het gebruik van een radiofrequentie" en de woorden ""worden verleend";

3° de §§ 3 tot 7 worden vervangen als volgt : "§ 3. De vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie of van een radiofrequentienetwerk kunnen niet worden overgedragen. De duur van een vergunning is hoogstens negen jaar. Voor de lokale televisies en de uitgevers bedoeld in § 2, is hij beperkt tot de duur van de vergunning voor het uitgeven van de bedoelde televisiedienst, onverminderd de eventuele hernieuwing van die vergunning overeenkomstig de geldende reglementering.

De Regering kan het in artikel 115bis bedoelde besluit wijzigen, om de theoretische dienstzone van een televisiedienst met nieuwe radiofrequenties te vervolledigen.

Als de dienstenuitgever failliet gaat, komt het gebruik van de radiofrequentie of van het radiofrequentienetwerk aan de Franse Gemeenschap toe, zodra het vonnis tot faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

Indien het gebruik van een radiofrequentie of van een radiofrequentienetwerk zou worden beëindigd doordat de termijn van een vergunning zou verstrijken, de activiteit zou worden stopgezet of ten gevolge van een failliet, organiseert de Regering een nieuwe offerteaanvraag voor de vrijgemaakte capaciteit in de vorm en volgens de voorwaarden bedoeld in de artikelen 116 tot 118, § 1. In dat geval, verstrijkt de termijn van de verleende vergunning op de vervaldatum van de vergunning die vroeger voor die capaciteit werd verleend.

§ 4. De dienstenuitgevers die titularis zijn van het recht van gebruik van één zelfde radiofrequentie of van één zelfde radiofrequentienetwerk, kunnen gezamenlijk, in voorkomend geval met de RTBF wanneer deze eveneens beschikt over de capaciteiten op die radiofrequentie of op dat radiofrequentienetwerk, aan het college voor vergunning en controle een maatschappij voorstellen die belast wordt met de technische verrichtingen die noodzakelijk zijn voor de uitzending van de betrokken televisiediensten.

§ 5. Als er geen gezamenlijk voorstel is van de dienstenuitgevers, kan de Regering een offerteaanvraag plaatsen voor de radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en bevat de volgende gegevens :

1° de toewijsbare radiofrequentie(s) en de lijst van televisiediensten die beschikken over het recht van gebruik van die radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteiten van de toewijsbare radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden gebruikt voor de uitzending van gegevens;

3° het bedrag van het in artikel 100, § 2 bedoelde kijkgeld. Als geen kijkgeld wordt vastgesteld, dan is het niet verschuldigd door de netwerkexploitant voor de duur van de vergunning die zal worden toegekend in het kader van de offerteaanvraag;

4° de termijn binnen welke en de nadere regels volgens welke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het college voor vergunning en controle, de criteria en hun eventuele weging die door het college moet worden gebruikt om de kandidaturen te onderzoeken overeenkomstig § 7.

De Regering kan andere nadere regels in de offerteaanvraag vaststellen op advies van het college voor vergunning en controle.

§ 6. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden bij een aangetekende postbrief met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de hoge raad voor de audiovisuele sector binnen de in de offerteaanvraag vermelde termijn. Ze bevatten de volgende gegevens :

1° de rechtsvorm van de kandidaat, alsook, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn vermogen en van zijn leidende organen;

2° het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel, indien deze verschilt met zijn maatschappelijke zetel;

3° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische verrichtingen, met inbegrip van, in voorkomend geval, de toegang tot het voorwaardelijke toegangssysteem;

4° een financieel plan dat over een periode van minstens 3 jaar loopt;

5° de technische kenmerken voor het bepalen van het signaal, de uitzending ervan en zijn verspreiding.

§ 7. Het college voor vergunning en controle beslist over de kandidaturen binnen de maand na de datum van afsluiting van de offerteaanvraag. Het onderzoekt de kandidaturen inzonderheid op grond van de volgende gegevens :

1° de commerciële voorwaarden voor de toegang tot de technische verrichtingen;

2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van de uitzending van signalen van audiovisuele mediadiensten.

§ 8. Als de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF gesteld is, kan deze door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan sprake.

§ 9. Het college voor vergunning en controle geeft de vergunning aan de in de §§ 4 tot 7 bedoelde netwerkexploitant en wijst hem de overeenstemmende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt :

1° de identiteit van de titularis;

2° het adres van de maatschappelijke zetel van de titularis;

3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van klankdiensten die beschikken over het recht van gebruik van die radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

4° de eventuele capaciteiten voor de uitzending van gegevens;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning wordt niet betwist in geval van een nieuwe toekenning van het recht van gebruik overeenkomstig de in de artikelen 116 tot 118 bedoelde procedure.

§ 10. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische verrichtingen toelaten onder billijke, redelijke en niet discriminerende voorwaarden.

§ 11. In afwijking van artikel 100, § 1, vierde lid, wanneer de in de § 1 en § 9 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het college voor vergunning en controle, door middel van een aanhangsel bij de vergunning betreffende de toekenning van het recht van gebruik van de dienstenuitgever bedoeld in § 1, de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden. Die datum wordt bepaald in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 12. De hoge raad voor de audiovisuele sector deelt een voor eensluidend verklaard afschrift van de in § 1 en § 9 bedoelde vergunningsbewijzen van de netwerkexploitant mee aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap en aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.”.

Art. 48. In artikel 121, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “door voor elke radiofrequentie de geografische ligging, de antennehoogte boven de grond, de maximumwaarde van het effectief uitgestraald vermogen en de opgelegde verminderingen te bepalen” opgeheven.

Art. 49. In artikel 134 van hetzelfde decreet wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 50. Artikel 135 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Art. 135. § 1. Het college voor advies heeft de volgende opdrachten :

1° aanbevelingen voorstellen voor dienstenuitgevers, dienstenverdelers en netwerkexploitanten om hun goede praktijken te uniformeren en te versterken;

2° regelingen opstellen en bijwerken betreffende de handelscommunicatie, de eerbiediging van de menselijke waardigheid, de bescherming van minderjarigen, de toegankelijkheid van programma's tot personen met zintuigelijke afwijkingen, de uitzending van korte uittreksels van openbare evenementen en de politieke informatie in verkiezingsperiodes. Die regelingen worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd, alvorens rechtskracht te krijgen;

3° adviezen uitbrengen over elk vraagstuk betreffende de audiovisuele sector, met inbegrip van de bescherming van minderjarigen en de handelscommunicatie, met uitzondering van de vraagstukken die behoren tot de bevoegdheid van het college voor vergunning en controle;

4° adviezen uitbrengen over de wijziging van decreten en besluiten die noodzakelijk is ten gevolge van de technologische, economische, sociale en culturele ontwikkeling van de activiteiten van de audiovisuele sector, alsook over de wijziging van het Europees en internationaal recht.

De aanbevelingen en adviezen bedoeld in het eerste lid, 1°, 3° en 4° worden geformuleerd ofwel op gezamenlijke aanvraag van minstens één derde van de leden van het college voor advies, met uitzondering van de leden van het bureau, ofwel op aanvraag van het college voor vergunning en controle, ofwel op aanvraag van de Regering of van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Wanneer de adviezen worden aangevraagd door het Parlement van de Franse Gemeenschap, de Regering of het college voor vergunning en controle, brengt het college voor advies die uit binnen een maximumtermijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van verzending van de aanvraag. Het Parlement van de Franse Gemeenschap, de Regering of het college voor vergunning en controle kan een advies van het college aanvragen volgens de urgentieprocedure. In dat geval wordt het advies binnen zes weken uitgebracht.

§ 3. Voordat een aanbeveling, een advies of een reglement wordt aangenomen, moet het college voor advies de partijen en sectoren raadplegen die belangstelling voor het behandelde onderwerp zouden kunnen hebben, zoals de maatschappijen en organisaties die ressorteren onder de categorieën bedoeld in artikel 138, § 2, die niet in het college voor advies vertegenwoordigd zijn. In voorkomend geval, kan het beslissen de partijen die op de raadpleging hebben geantwoord, te horen.

Tenzij de antwoordende partijen, die vooraf daarvan op de hoogte worden gebracht, een tegenstrijdige aanvraag indienen, worden de antwoorden op de raadpleging op de website van de hoge raad voor de audiovisuele sector bekendgemaakt.

Het eerste lid is niet van toepassing, wanneer een advies wordt aangevraagd volgens de in § 2 bedoelde urgentieprocedure.

§ 4. De aanbevelingen en reglementen die door het college voor advies worden uitgebracht, kunnen ter evaluatie worden voorgelegd op initiatief van het in artikel 140 bedoelde bureau of van de Regering. In dit geval worden de dienstuitgevers, de dienstenverdelers en de netwerkexploitanten op wie de aanbevelingen van toepassing zijn, door het bureau ermee belast, elk afzonderlijk, een verslag uit te brengen over de wijze waarop ze de aanbeveling hebben toegepast en laten naleven. De evaluatie wordt daarna door het college voor advies uitgevoerd op grond van een verslag dat door het bureau wordt opgesteld.

§ 5. Het college voor advies maakt jaarlijks een activiteitenverslag bekend. Dat verslag bevat inzonderheid :

- 1° een overzicht van de werkzaamheden van het college;
- 2° De in § 4 bedoelde verslagen en evaluaties.

Het activiteitenverslag wordt meegedeeld aan het Parlement van de Franse Gemeenschap en aan de Regering.”.

Art. 51. In artikel 136 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt een 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“2°*bis* de verenigings- en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding erkennen;”;

2° er wordt een § 8 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 8. Het college voor vergunning en controle publiceert elk jaar een activiteitenverslag. Dat verslag bevat inzonderheid :

- 1° een overzicht van de werkzaamheden van het college;
- 2° een verslag over het beleid dat wordt gevoerd op het gebied van sancties.

Het activiteitenverslag wordt meegedeeld aan het Parlement van de Franse Gemeenschap en aan de Regering.”.

Art. 52. In artikel 138 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden het eerste lid en het tweede lid vervangen als volgt :

“Naast de 4 leden van het bureau bedoeld in artikel 142, § 1, is het college voor advies samengesteld uit hoogstens 18 werkende leden die door de Regering worden benoemd. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervangend lid benoemd. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden duurt vier jaar en is hernieuwbaar.

Onverminderd de in artikel 142, § 1 bedoelde bepalingen, worden de werkende en plaatsvervangende leden benoemd met inachtneming van artikel 7 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt. “;

2° in § 1, derde lid, eerste zin, worden de woorden “door zijn plaatsvervanger” vervangen door de woorden “door een nieuw werkend lid dat de Regering benoemt binnen de twee maanden volgend op de stopzetting van de uitoefening van het mandaat door het vroegere werkend lid”;

3° in § 1 wordt het derde lid aangevuld met de volgende zin : “In afwachting van die benoeming zetelt het plaatsvervangend lid in de plaats van het werkend lid”;

4° in § 1, laatste lid, 2°, worden de woorden “de voltallige vergadering” vervangen door de woorden “het college voor advies”;

5° § 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De werkende leden en hun plaatsvervangers zijn vertegenwoordigers van maatschappijen en organisaties van de sector van de audiovisuele mediadiensten. Als de samenstelling volledig is, is die vertegenwoordiging, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden, verdeeld als volgt :

- 1° twee vertegenwoordigers van de RTBF;
- 2° twee vertegenwoordigers van een Federatie van lokale televisies die erkend zijn overeenkomstig artikel 70, § 2, of, zo niet, twee vertegenwoordigers van lokale televisies;
- 3° vier vertegenwoordigers van private dienstuitgevers;
- 4° twee vertegenwoordigers van communautaire of stedelijke netwerkradio's of twee vertegenwoordigers van een organisatie die dat type radio vertegenwoordigt;
- 5° een vertegenwoordiger van een multiprovinciale of provinciale netwerkradio of van een organisatie die dat type radio vertegenwoordigt;

6° een vertegenwoordiger van een onafhankelijke radio of van een organisatie die dat type radio vertegenwoordigt;

7° een vertegenwoordiger van een verenigingsradio of van een organisatie die dat type radio vertegenwoordigt;

8° drie vertegenwoordigers van dienstenuitgevers;

9° twee vertegenwoordigers van netwerkexploitanten.

Elk van de in het eerste lid bedoelde categorieën telt minstens één werkend lid en één plaatsvervangend lid. Het werkend lid en zijn plaatsvervanger zijn afkomstig uit dezelfde maatschappij of organisatie.

De categorieën die kunnen beschikken over meer dan een vertegenwoordiger moeten niet verplicht het maximumaantal vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid tellen.

Elke vertegenwoordigde maatschappij of organisatie heeft recht op één enkel werkend lid en één enkel plaatsvervangend lid, met inbegrip van de maatschappij of organisaties die activiteiten uitoefenen die verschillende van de in het eerste lid bedoelde categorieën dekken.

De Regering benoemt de werkende en plaatsvervangende leden, waarbij ze de vertegenwoordigers van de belangrijkste maatschappijen en organisaties of deze die het meest representatief zijn voor hun categorie in aanmerking nemen.

Vóór die benoeming, raadpleegt de Regering de in het eerste lid bedoelde maatschappijen en organisaties. Binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van de raadplegingsbrief, deelt elke geraadpleegde maatschappij of organisatie de Regering de namen mee van de twee personen die ze voorstelt om die te vertegenwoordigen als werkend lid en als plaatsvervangend lid.”.

6° § 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Wonen de werkzaamheden van het college voor advies met adviserende stem bij :

1° drie vertegenwoordigers van vakorganisaties die onafhankelijke producenten vertegenwoordigen;

2° drie vertegenwoordigers van vakorganisaties die auteurs, scenarioschrijvers, regisseurs en uitvoerende kunstenaars in de audiovisuele sector vertegenwoordigen, met inbegrip van de auteursmaatschappijen en maatschappijen voor naburige rechten, gespecialiseerd in de audiovisuele rechten;

3° een afgevaardigde van de Regering;

4° de secretaris-generaal van het ministerie van de Franse Gemeenschap of diens afgevaardigde;

5° de voorzitter van de hoge raad voor de opvoeding tot de media of diens afgevaardigde;

6° twee vertegenwoordigers van de CDJ (Raad voor journalistieke deontologie);

7° een vertegenwoordiger van de uitgevers van de geschreven pers of van een organisatie die deze sector vertegenwoordigt.

De in § 4 bedoelde onverenigbaarheden zijn op die toepasselijk, met uitzondering van 2° voor de afgevaardigde van de Regering.

De vertegenwoordigers bedoeld in 1° en 2° van het eerste lid worden door de Regering benoemd met inachtneming van de laatste drie leden van § 2.”.

Art. 53. In artikel 139 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, laatste lid, 2°, worden de woorden “de plenaire vergadering” vervangen door de woorden “het College voor vergunning en controle”;

2° in § 1, laatste lid, 3°, wordt, in de Franse tekst, het woord “la” vervangen door het woord “le”.

Art. 54. In artikel 141, § 1, van hetzelfde decreet, wordt lid 2 aangevuld met de volgende zin :

“Behoudens wanneer de bescherming van het zakengeheim werd vereist, zendt het elke informatie of elk verslag die/dat noodzakelijk is voor de uitoefening van de opdrachten van de diensten van de Regering die tot hetzelfde geheim gehouden zijn als dat bedoeld bij artikel 150.”.

Art. 55. In artikel 145 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt opgeheven;

2° in § 2, eerste lid, worden, in de Franse tekst, de woorden “établit de même” vervangen door het woord “arrête”;

3° in § 2, eerste lid, tweede zin, worden de woorden “beslissingen, aanbevelingen en” ingevoegd na het woord “adviezen”;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden “de plenaire vergadering” vervangen door de woorden “het college”.

Art. 56. Artikel 146 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 57. In artikel 147, § 2, van hetzelfde decreet, worden de leden 1 en 3 opgeheven.

Art. 58. In artikel 148 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid, worden de woorden “van de colleges” vervangen door de woorden “van het College voor vergunning en controle”;

2° het vijfde lid wordt ingevoegd na het einde van het vierde lid;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De na beraadslaging genomen beslissingen van het Adviescollege worden bij de consensus van de aanwezige leden genomen. De verleende adviezen kunnen, echter, van elkaar verschillende opinies bevatten.”.

Art. 59. Artikel 151, § 1, van hetzelfde decreet, wordt met een punt 5° aangevuld, luidend als volgt :

“5° De subsidies toegekend in het kader van de specifieke opdrachten die niet gedekt worden door de financieringsovereenkomst.”

Art. 60. In de artikelen 3 (§ 4, eerste lid), 10, 33, 67 (§ 1, 13°), 88bis (§ 1 ingevoegd bij het decreet van 7 februari 2013) en 159 (§ 1) van hetzelfde decreet, worden de woorden “bij artikel 135, § 1, 5°” vervangen door de woorden “bij artikel 135, § 1, 2°”.

Art. 61. In artikel 164 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden “en de dienstenuitgevers waarvan de klankradio-omroepdiensten verdeeld op een hertznetwerk voor digitale terrestrische klankradio-omroepdiensten toegelaten krachtens dit decreet” opgeheven;

2° in § 1, vierde lid, worden de woorden “aan de uitgevers” vervangen door de woorden “aan de uitgever”;

3° in § 2, worden de woorden “30 juni” vervangen door de woorden “1 augustus”;

4° in § 3, tweede lid, worden, in de Franse tekst, de woorden “dans laquelle” vervangen door de woorden “dans lesquels”.

Art. 62. In artikel 165, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012 :

wordt de eerste zin van § 1, beginnend met de woorden “punt 23” en eindigend met de woorden “volgende tabel” vervangen door de zin : “Punt 23 van de tabel gevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997 zoals gewijzigd, houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt :”

1° de kolom met het opschrift “Aard van de bestemde ontvangsten” wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming

Bijdrage van de RTBF zoals bepaald krachtens de beheersovereenkomst;

Bijdrage van netwerkradio’s.”.

2° de kolom met het opschrift “Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend” wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Steun aan verenigings- en expressieradio’s met een cultureel doel of voor permanente opvoeding; Steun aan de erkende gaststructuren voor creatie op radio die tot doel hebben de creatie op radio binnen de Franse Gemeenschap uit te zenden, te bevorderen en te herwaarderen.

Steun aan projecten inzake creatie op radio;

Steun voor overgang naar de digitale klankradio-omroepdiensten.”.

Art. 63. In titel IX van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vóór artikel 166 een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, met als opschrift :

“Hoofdstuk *Ibis* – Steun aan verenigings- en expressieradio’s met een cultureel doel of voor permanente opvoeding.”.

Art. 64. In artikel 166 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “kan een forfaitaire subsidie toekennen” vervangen door de woorden “kan een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio bestemmen voor de toekenning van forfaitaire subsidies;”;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“De jaarlijkse totale subsidies kunnen niet 35% van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio overschrijden.

Indien de jaarlijkse totale subsidies lager zijn dan 35% van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio, wordt het bedrag van de subsidie toegekend aan iedere verenigings- en expressieradio met een cultureel doel of voor permanente opvoeding jaarlijks aangepast op basis van het indexcijfer 01.01.2009=100 in functie van de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijs zoals bepaald bij de wet van 2 augustus 1971.”.

Art. 65. In Titel IX, wordt het opschrift van Hoofdstuk II van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Hoofdstuk II - Steun voor de gaststructuren voor creatie op radio”.

Art. 66. In artikel 167 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, word het woord “uitzendingen” vervangen door het woord “werken”;

2° in § 1, eerste lid, worden de woorden “en subsidiëren” geschrapt;

3° in § 1, wordt vóór het laatste lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om erkenning.”;

4° de paragrafen 2 en 3 worden vervangen door hetgeen volgt :

“§ 2. De Regering kan, mits inachtneming van de verordening van de Commissie 651/2014 van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, bekendgemaakt op 26 juni 2014 in het Publicatieblad van de Europese Commissie en gewijzigd door de verordening EU 2017/084 bekendgemaakt op 20 juni 2017 in het Publicatieblad van de Europese Commissie, de erkende gaststructuren subsidiëren door een deel van de middelen van het Steunfonds, voor creatie op radio te bestemmen. Ze kan het doen, ofwel jaarlijks, op basis van een jaarlijks voorprogramma van activiteiten en begroting ingediend door iedere gaststructuur, ofwel meerjaarlijks, na advies van de Adviescommissie voor radiocreatie, in het kader van een programmaovereenkomst voor een duur van vijf jaar. Het totaal bedrag van deze subsidies kan niet een derde van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio overschrijden. Minstens 50 % van de subsidie toegekend aan een gaststructuur moet verplicht bestemd worden voor de omkadering van de productie en de promotie van werken inzake creatie op radio.

De Regering kan aanvullende subsidies toekennen voor de kosten van een beperkt aantal ambtenaren en de terbeschikkingstelling van infrastructuren of materiaal.

De nadere regels voor de indiening van de aanvragen om jaarlijkse subsidies en de vereffening van subsidies worden door de Regering bepaald.

§ 3. Op het einde van elk jaar, ten laatste tegen 30 juni, deelt de gaststructuur aan de Administratie een activiteitenverslag mede volgens het door de Regering bepaald model dat minimum de volgende elementen moet bevatten :

1° een moreel verslag;

2° een beschrijving van de activiteiten waaruit blijkt dat de opdrachten en doelstellingen van de gaststructuur in acht werden genomen;

3° de balansen en rekeningen van het verlopen jaar, opgesteld overeenkomstig de geldende rekenplichtige wetten en regelingen.”.

Art. 67. In Titel IX, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling II van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Afdeling II – Voorwaarden voor de toekenning van de programmaovereenkomst”.

Art. 68. Artikel 167*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 167*bis*. Om een programmaovereenkomst te kunnen genieten, moet de gaststructuur aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen :

1° krachtens artikel 167 van dit decreet erkend worden;

2° gedurende de drie jaar die de aanvraag voorafgaan, het bewijs kunnen leveren van een regelmatige periode beroepsactiviteit in de sector van creatie op radio.”.

Art. 69. In Titel IX, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Afdeling III – Procedure voor de toekenning van een programmaovereenkomst”.

Art. 70. Aan artikel 167*ter*, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 4°, worden de woorden “van de overeenkomst of” opgeheven;

2° in punt 5°, worden de woorden “de laatste twee jaar minimum voor de programmaovereenkomst en de laatste drie jaar voor de overeenkomst” vervangen door de woorden “de laatste drie jaar”.

Art. 71. In artikel 167*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden “§ 1” opgeheven;

2° in § 1, eerste lid, wordt punt 4° van de opsomming vervangen door hetgeen volgt :

“4° de aangepastheid van het bedrag van de aangevraagde subsidie aan het project van de gaststructuur”;

3° § 2 wordt opgeheven.

Art. 72. In Titel IX, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling IV van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Afdeling IV – Inhoud van de programmaovereenkomst”.

Art. 73. Artikel 167^{quinquies} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 167^{quinquies}. De programmaovereenkomst bevat minstens de volgende elementen :

1° de datum van de inwerkingtreding en de vervaldatum;

2° het bedrag van de subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;

3° de opdrachten en de bijzondere doelstellingen toegekend aan de gaststructuur in functie van haar specifieke activiteiten;

4° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de gaststructuur;

5° de nadere regels voor de opschorting, de wijziging, de beëindiging en de vernieuwing van de programmaovereenkomst.”.

Art. 74. In titel IX, hoofdstuk II, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt de afdeling V met het opschrift “Evaluatie van de naleving van de verplichtingen opgenomen in de overeenkomst of de programmaovereenkomst” waarin artikel 167^{sexies} vervat is, opgeheven.

Art. 75. In titel IX, Hoofdstuk II, wordt het opschrift van Afdeling VI van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Afdeling VI – Vernieuwing van de programmaovereenkomst”.

Art. 76. Artikel 167^{septies} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 167^{septies}. Uiterlijk vóór het einde van het tweede trimester van het laatste dienstjaar waarop de overeenkomst of de programma-overeenkomst betrekking heeft, brengt de gaststructuur, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van haar wens de overeenkomst of de programma-overeenkomst te vernieuwen.

In dat geval, deelt de gaststructuur de administratie een bijwerking van de documenten bedoeld bij artikel 167^{ter}, § 1, met uitzondering van punt 5°, mee alsook een beschrijving van de activiteiten gevoerd in het kader van de overeenkomst of de programma-overeenkomst die eindigt, inzonderheid de staat van de uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen. De hernieuwing van een overeenkomst of een programma-overeenkomst wordt uitgevoerd volgens dezelfde nadere regels als de toekenning van een overeenkomst of een programma-overeenkomst.”.

Art. 77. In Titel IX, wordt het opschrift van Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, vervangen door hetgeen volgt :

“Hoofdstuk III – Steun aan projecten van werken inzake creatie op radio”.

Art. 78. Artikel 168 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 168. § 1. De Regering kan, op advies van de Adviescommissie voor de creatie op radio, een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio bestemmen voor projecten van werken inzake creatie op radio.

Het jaarlijks totaal aantal subsidies toegekend aan dergelijke projecten kan niet 35% overschrijden van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio.

De subsidies die aan dergelijke projecten worden toegekend kunnen niet een totaal gecumuleerd bedrag overschrijden van 200.000 euro ten bate van dezelfde begunstigde over een periode van drie opeenvolgend jaar.

§ 2. Het project van werk inzake creatie op radio bedoeld bij § 1, moet, minimum, aan de volgende ontvankelijkheidsvoorwaarden voldoen :

1° in het Frans door een natuurlijke of rechtspersoon geproduceerd zijn, met uitzondering van de RTBF en de gaststructuren bedoeld bij artikel 167, die haar standplaats of een inrichting geniet ofwel in het Franse taalgebied ofwel in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de volgende elementen bevatten :

- een intentienota;

- een synopsis;

- een beschrijving van de voorgenomen radiobehandeling;

- de voorziene indeling;

- de duur;

- een begroting;

- de verbintenis van minstens één private klankradio-omroepdienst om voor de eerste uitzending van het werk te zorgen;

- de verbintenis van de ontwerper van het project om gratis toelating te verlenen voor de openbare lening van een exemplaar van het gesubsidieerde werk binnen één van de culturele instellingen gesteund door de Franse Gemeenschap en waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald.

§ 3. De aanvragen om subsidies worden ingediend en behandeld volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 4. De Adviescommissie voor creatie op radio brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om aan het project een subsidie toe te kennen en over het bedrag van de mogelijke subsidie. Daartoe, steunt ze op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de originele en vernieuwende aard van het project;
- 2° de kwaliteit van de synopsis en de kwaliteit van de voorgenomen radiobehandeling;
- 3° de relevantie van de indeling;
- 4° de relevantie van de begroting;
- 5° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap.”.

Art. 79. In Titel IX, Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt een artikel 168*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 168*bis*. Elk project van werk tot creatie op radio dat een subsidie geniet, moet met redenen omkleed worden. Bij gebreke daaraan, zal de subsidie terugbetaald moeten worden. De niet-naleving van deze verplichting door de begunstigde impliceert dat elke nieuwe aanvraag onontvankelijk zal worden verklaard voor een project voor creatie op radio.

De Regering bepaalt de types verantwoordingen die ingediend moeten worden, alsook de termijn voor de indiening ervan en de lijst van de in aanmerking komende uitgaven en de nadere regels voor de uitbetaling van de subsidie.

Art. 80. In Titel IX van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt een Hoofdstuk III*bis* ingevoegd, met als opschrift :

“Hoofdstuk III*bis* – Steun aan de digitale overgang van klankradio-omroepdiensten”.

Art. 81. In Titel IX, hoofdstuk III*bis* dat hierbij gecreëerd wordt, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, wordt een artikel 168*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 168*ter*. De Regering kan een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio bestemmen voor de ontwikkeling van de digitale uitzending van klankradio-omroepdiensten in de Franse Gemeenschap.

Het jaarlijkse totale bedrag toegekend in dit kader mag niet 35% van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio niet overschrijden.

De subsidies worden aan de projecten van algemeen belang toegekend die ertoe strekken de breedste en grootste mogelijke uitzending van klankradio-omroepdiensten via het digitale systeem. In dat kader, kan het Fonds zijn steun verlenen aan:

- 1° de initiatieven bestemd om voor de coördinatie, de organisatie en de promotie van de digitale uitzending via terrestrische hertzgolven te zorgen;
- 2° de radio's die een gebruiksrecht genieten bedoeld bij artikel 113, § 1, en, desnoods, de netwerkexploitanten bedoeld bij artikel 113, § 7, om voor de financiering te zorgen van de installatiekosten voor de interne uitrustingen en de externe infrastructuur die noodzakelijk zijn voor de digitale uitzending via terrestrische hertzgolven;
- 3° het installeren van gemeenschappelijke platformen voor de uitzending via internet, die toegang verleent tot een beduidend aantal klankradio-omroepdiensten.

De Regering beslist de projecten al dan niet te steunen rekening houdend met hun impact op de ontwikkeling van de digitale uitzending. Dat impact wordt wezenlijk geëvalueerd via de omvang van het beoogde publiek en van het aantal klankradio-omroepdiensten die de uitwerkingen van het project genieten.”.

Art. 82. In artikel 169 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 februari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

“§ 2. De commissie brengt een advies uit over :

- 1° de erkenning van de gaststructuren voor creatie op radio bedoeld in artikel 167;
- 2° de opportuniteit om een programmaovereenkomst te sluiten met een gaststructuur voor creatie op radio bedoeld bij artikel 167;
- 3° de mogelijkheid om een subsidie toe te kennen aan een werkproject inzake creatie op radio en het bedrag van deze overeenkomstig artikel 168, § 4;

4° elke vraag met betrekking tot creatie op radio, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering.”;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden “overeenkomstig de artikelen 3, 7 en 8 tweede lid van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, verdeeld als volgt, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden :” vervangen door de woorden “overeenkomstig de artikelen 3, 7 en 8 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, verdeeld over de volgende categorieën, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden :”;

3° in § 3, eerste lid, worden de punten 4°, 5° en 6° van de opsomming vervangen door wat volgt :

- “4° een vertegenwoordiger van de private klankradio-omroepdiensten;
- 5° een vertegenwoordiger van de verenigings- en expressieradio's met een cultureel doel of voor permanente opvoeding;
- 6° een vertegenwoordiger van de klankradio-omroepdiensten van de RTBF;”;

4° in § 3, wordt het vierde lid door twee leden vervangen, luidend als volgt :

“De leden worden als van ambtswege ontslagnemend zijnde ingeval ze onverantwoord op drie vergaderingen gedurende hetzelfde jaar afwezig zijn. Wanneer de afwezigheid van een werkend lid aangekondigd wordt, zonder dat hij ontslagnemend is, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend lid voortkomend uit dezelfde categorie als deze van het afwezige werkend lid bij de vergaderingen van de Commissie en is deze vervanger stemgerechtigd. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest krachtens welke hij aangewezen werd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

De Regering bepaalt :

a) de nadere regels voor de werking van de Commissie en de minimale inhoud van het huishoudelijk reglement ervan;

b) de tenlasteneming van de verplaatsingskosten van haar leden;

c) het bedrag van het presentiegeld.”.

Art. 83. Paragraaf 3 van artikel 55 van hetzelfde decreet, ingediend bij artikel 11, is van toepassing op de vergunningen die van kracht zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juni 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 630-1. Commissieamendement, nr. 630-2.- Commissieverslag nr. 630-3. - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 630-4 - Vergaderingsamendement (en), nr. 630-5. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 630-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 juni 2018.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2018/13003]

27 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des statuts de la Croix-Rouge de Belgique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 30 mars 1891 accordant la personnification civile à l'Association de la Croix-Rouge de Belgique, l'article 1^{er};

Vu la délibération de l'Assemblée générale de la Croix-Rouge, intervenue le 24 mars 2018, adoptant les nouveaux statuts de la Croix-Rouge;

Considérant qu'il résulte de l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1891 précitée que toute modification des statuts n'entre en vigueur qu'après approbation par arrêté;

Considérant l'avis n° 30.590 du Conseil d'Etat, donné le 2 mars 1984, en application de l'article 9 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; que cet avis concluait à la compétence conjointe des trois communautés, depuis l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 8 août 1980, pour approuver les statuts de la Croix-Rouge;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article unique. Les statuts de la Croix-Rouge de Belgique, adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2018, sont approuvés tels qu'ils figurent en annexe.

Bruxelles, le 27 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE